

***l'Anti*capitaliste**

n°387 | 8 juin 2017 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

UN MOIS DE MACRON, ÇA SUFFIT !

**POUR
NOTRE
CAMP
SOCIAL**



Dossier

OUVREZ LES FRONTIÈRES!

Pages 6 et 7

ÉDITO

Faire face aux attentats
et à la politique de Daesh
Page 2

ACTU POLITIQUE

«Moralisation»: après les
présidentielles, les affaires
reprennent! Page 4



ACTU INTERNATIONALE

Maroc: dans le Rif,
la lutte continue
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Reymund de Amore
sur la situation aux Philippines
Page 12



Par HENRI WILNO

Faire face aux attentats et à la politique de Daesh

Après Manchester, une nouvelle fois, des personnes ont été tuées ou blessées à Londres au hasard lors d'une attaque revendiquée par Daesh (l'« État islamique »). De tels attentats ont été commis un peu partout dans le monde. Les médias occidentaux sont plus mobilisés par ceux perpétrés en Europe ou aux États-Unis, mais les actions les plus sanglantes frappent des pays à majorité musulmane : Pakistan, Irak, Afghanistan, etc.

Les auteurs de tels actes peuvent appartenir à des réseaux organisés, dont certains participants ont séjourné sur des terrains de guerre. Mais ils peuvent aussi être commis par un ou des individus isolés, sensibles à une propagande djihadiste aux canaux multiples, et qui passent à l'action sans en référer à une autorité. Même si pour ces derniers, les motivations peuvent être diverses, ces actions, au-delà de la forme qu'elles prennent, correspondent bien à une politique.

En effet, Daesh fait de la politique, non seulement dans le califat autoproclamé en Syrie et en Irak mais au niveau du monde entier. Il ne s'agit pas seulement de répondre aux incursions des « croisés » dans les territoires à majorité musulmane, même si ce facteur joue pour les attentats ayant frappé les États membres de la coalition occidentale en Irak et en Syrie. Daesh veut frapper tous les ennemis du « véritable islam » : chiites, chrétiens (Coptes en Égypte), « impies »... Dans les pays occidentaux, il s'agit aussi de rompre le plus possible les liens entre musulmans et non-musulmans. De ce point de vue, en dénonçant le maire de Londres d'origine pakistanaise Sadiq Khan, Donald Trump fait le jeu de Daesh, comme le font tous ceux qui prônent des mesures discriminatoires à l'égard des musulmans ou considérés comme tels.

Daesh rend par ailleurs un fier service aux politiciens qui veulent des mesures sécuritaires supplémentaires pour renforcer la surveillance et l'encadrement des populations. La politique de Daesh ne peut donc être analysée comme seulement une réaction aux agissements impérialistes. Elle va directement à l'encontre du rassemblement des opprimés de toutes origines et de toutes confessions contre leurs véritables adversaires : l'impérialisme, le racisme, le capitalisme. Son influence doit être résolument combattue par toutes celles et ceux qui veulent changer le monde, sans céder à une quelconque union nationale avec ceux dont les actions de guerre contribuent à renforcer l'impact de la propagande djihadiste.

À la Une

Un mois de Macron, ça suffit ! Pour notre camp social, VOTONS et surtout LUTTONS !

Le premier mois de gouvernement d'Édouard Philippe nous donne un sérieux aperçu de la politique qu'il veut mener pendant les cinq prochaines années : casse du code du travail, répression, racisme... Un mois, c'est déjà trop !

Alors que Macron s'était présenté comme opposé à la colonisation pendant la campagne, jeudi 1^{er} juin, il nous a rappelé que les gouvernements se succèdent mais que leur racisme reste : « *Le kwassa-kwassa pêche peu, il amène du Comorien* » a-t-il plaisanté, parlant d'humains comme « *d'une bête, d'une chose, d'un mouton* »¹. Et dans le même temps, le ministère de l'Intérieur interdisait à des migrantEs de demander l'asile...

Lundi 5 juin, le projet de casse du code du travail et de la Sécurité sociale a commencé à fuir. Au menu (d'après *le Parisien*), une inversion complète de la hiérarchie des normes, avec la possibilité pour les entreprises de décider de quasiment tout ce qui concerne le contrat de travail au mépris des conventions collectives. Sans oublier que le quinquennat de Macron s'est ouvert avec une interdiction de manifester pour 69 militantEs. Après seulement quelques semaines, il n'y a pas de doute, il faut sanctionner ce gouvernement et préparer la mobilisation du monde du travail.

Opération recyclage

Les listes de La République en marche aux élections législatives s'annoncent comme une vaste opération de recyclage. Une opération qui sert à effacer l'ardoise de la classe dominante, le grand patronat et les actionnaires. Ceux-ci ont utilisé le PS et Les Républicains pour mettre en place leurs politiques libérales, répressives et

DIMANCHE C'EST VOTE CONTESTATAIRE !



racistes. Le résultat, ce sont des millions de chômeurs, d'exclus, des services publics dévastés... Et deux partis, le PS et Les Républicains, lessivés, usés jusqu'à la corde... Il fallait donc un nouveau président – et un nouveau parti – pour continuer à nous attaquer : c'est le rôle de Macron et de La République en marche. Avec moins de 17 % du corps électoral qui a voté pour lui au premier tour, Macron s'appête à contrôler le pays... Ce système et son président sont vraiment illégitimes !

Des élections législatives qui n'apportent rien de bon

On l'a bien vu à la présidentielle, aucun politicien ne sera la solution car ils ne souhaitent pas la rupture avec le système dans lequel nous

vivons, le capitalisme. À chaque élection, beaucoup d'électeurs votent pour celui qu'ils estiment être le « moins pire », et le résultat est que le Front national progresse. Celui-ci et ses candidats aux législatives ont pour objectif de casser les droits démocratiques et des travailleurs, développant toujours plus les discriminations. La seule issue est de commencer à nous organiser par nous-mêmes. Dès maintenant, construisons une opposition à la politique de Macron et Philippe. Des mobilisations sont prévues dans la semaine qui suit les élections législatives, la semaine du 19 mai. Nous devons montrer que nous ne nous laisserons pas faire, que nous voulons construire un grand mouvement de

manifestations et de grèves pour stopper cette politique. Et la (seule) bonne nouvelle reste la visibilité actuelle des grèves et des luttes, comme celles chez GM&S, à Tati, et chez les routiers qui transportent des matières dangereuses.

Une riposte à construire

Dimanche, le NPA sera présent dans quelques circonscriptions pour continuer à porter les idées défendues par Philippe Poutou à l'élection présidentielle. Là où il ne sera pas présent, il appelle en général à voter pour les candidats de Lutte ouvrière.

Nous défendons à cette élection des propositions de rupture avec le système pour changer vraiment notre quotidien : l'interdiction des licenciements et le partage du temps de travail, la liberté de circulation et d'installation, l'égalité entre toutes et tous, la réquisition des grandes entreprises, en particulier de l'énergie et des banques... Il est clair que ces élections ouvriront surtout une période d'offensive contre les classes populaires. La question clé reste pour nous de s'organiser : au NPA dans l'objectif de renverser le capitalisme, mais aussi et dès maintenant, dans les syndicats, dans les collectifs de lutte, pour préparer la riposte, permettre aux classes populaires s'exprimer leurs intérêts et de les défendre au quotidien.

Antoine Larrache

¹ – Albert Nyangile de la Cimade Mayotte.
http://www.francetvinfo.fr/politique/emmanuel-macron/comores-la-plaisanterie-d-emmanuel-macron-qui-ne-passe-pas_2221533.html

ROYAUME-UNI

Instabilité et espoir

Au moment où cet article est écrit, les résultats de l'élection ne sont pas encore connus. Ils risquent néanmoins d'être très différents de la bérézina prévue pour Corbyn et le Parti travailliste il y a deux mois.

En convoquant des élections législatives anticipées, la Première ministre Theresa May espérait les emporter avec une large majorité et résoudre ainsi une série de difficultés, notamment au sein d'un parti conservateur très divisé (voir *l'Anticapitaliste* n°381). Lors du lancement de la campagne, les sondages semblaient lui donner raison, plaçant les conservateurs jusqu'à 20 % devant les travaillistes. À la veille du scrutin, l'avance est tombée à 3 %, et personne ne peut

prédire avec certitude le résultat des urnes. Cette instabilité est en grande partie le reflet d'une situation internationale elle-même très instable, avec un approfondissement de la crise, l'incapacité des partis traditionnels à la résoudre, et l'émergence de mouvements populaires qui renouent avec la politique de la gauche social-démocrate (Syriza, Sanders, Mélenchon, SNP, Corbyn...). Au Royaume-Uni, la droite conservatrice a eu beaucoup de mal à vendre ses recettes néolibérales. Le slogan

de la campagne de May était « *Une direction forte et stable* ». Mais dès les premiers jours, une mesure qui prévoyait de prélever sur les successions les frais des soins pour les personnes âgées s'est révélée tellement impopulaire que May a été obligée de faire marche arrière et de la retirer.

La gauche Corbyn

Quant à Corbyn, il a présenté le manifeste du Parti travailliste le plus à gauche depuis 1983. Ce n'est certes pas un programme anticapitaliste radical, encore moins révolutionnaire. Par exemple, y figurent le maintien du programme des missiles nucléaires, la participation à l'Otan, le contrôle de l'immigration et l'embauche de 10 000 policiers supplémentaires ! En même temps, il propose un SMIC à 10 £ (13 euros), des nationalisations dont les chemins de fer et la poste, et un investissement massif dans les

services publics. Ce sont, entre autres, les propositions pour l'éducation qui ont attiré beaucoup de jeunes, avec l'abolition des contrats à zéro heure et surtout le rétablissement de la gratuité des études supérieures, abolie scandaleusement par les travaillistes. En moyenne la dette à rembourser pour un étudiant s'élève à 40 000 euros.

Le niveau de participation au scrutin des jeunes sera crucial. Dans les sondages, Corbyn est très majoritaire chez les 18-24 ans. Mais aux dernières élections, seuls 43 % d'entre eux ont voté, contre 78 % des plus de 65 ans.

Après les attentats

Enfin, il semble y avoir un effet boomerang de la tentative des conservateurs de faire de la campagne une bataille entre May et Corbyn, présentant ce dernier comme un homme sans expérience ministérielle et pas crédible. À

BIEN DIT

Le parquet ouvre une enquête... Il était temps car Mediapart a apporté les preuves que Mme Véronique Avril, candidate-député LREM à Saint-Denis, a bien loué un logement de 23 m², interdit à l'habitation et dangereux, à une famille de 3 enfants, pour un loyer de 650 euros (29 euros le m²). (...) Ces faits sont passibles de sanctions pénales : loger autrui et percevoir un loyer dans un logement interdit à l'habitation, fournir un logement contraire à la dignité humaine, sont des délits... Elle a bien refait le logement avant de le louer, mais elle savait que tout l'immeuble était en péril (risque d'effondrement) lorsqu'elle l'a acquis. Elle a agi comme les marchands de sommeil de Saint-Denis qui pullulent et profitent de la crise et des loyers chers, logeant des locataires dans des taudis branlants, au milieu des rats, des fuites d'eau, de l'humidité. (...)

Extrait d'un communiqué du DROIT AU LOGEMENT, « Pas de marchand de sommeil à l'Assemblée ! » du mardi 6 juin

Un monde à changer

EXPERTS EN SOLDE. La firme américaine Monsanto (liée à l'allemand Bayer depuis qu'elle a été rachetée par celui-ci) est le géant de la chimie agricole. Un de ses produits les plus vendus est l'herbicide Roundup qui contient du glyphosate, une substance que le CIRC (Centre international de recherche sur le cancer) a classé en 2015 «*cancérogène probable*» pour l'homme. Par contre, des rapports de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) et de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) avaient innocenté la substance en 2016 et 2017... Les études prises en compte par les agences européennes sont fournies par les industriels. Couvertes par le secret commercial, elles sont confidentielles et accessibles aux seuls experts des agences chargées de l'évaluation. Un toxicologue américain de renom, Christopher Portier, a pu consulter 82 des études en question, études auxquelles un groupe d'eurodéputés avaient enfin obtenu l'accès après diverses péripéties. Il y a repéré plusieurs défauts et a, de plus, décelé des erreurs d'analyse faites par les instances européennes. L'ONG autrichienne Global 2000 a, quant à elle, publié un rapport

accablant sur l'évaluation du glyphosate. «*Si les autorités européennes faisaient davantage confiance aux études indépendantes plutôt qu'aux études des producteurs, la prolongation de l'autorisation du glyphosate serait sérieusement compromise*», y écrit le toxicologue allemand Peter Clausing. Selon son enquête, plusieurs publications blanchissant le glyphosate... ont été sponsorisées par les producteurs de l'herbicide. Il met aussi en lumière certaines astuces utilisées pour manipuler des données scientifiques et dénonce enfin des conflits d'intérêts au sein des institutions européennes et la connivence de certains chercheurs avec les fabricants du produit. Toutes ces révélations interviennent alors que la Commission européenne a proposé le 16 mai dernier une réautorisation pour dix ans du pesticide... Au-delà du cas de Monsanto, ce cas illustre la façon dont sont généralement «*expertisés*» les problèmes dans le monde qui est le nôtre : par des patrons ou des technocrates à leur solde en ce qui concerne le droit du travail, par des banquiers pour ce qui relève de la finance, etc.

TRUMP ET L'ACCORD DE PARIS Plus que jamais, lutter pour la justice climatique!

Le 1^{er} juin, respectant une de ses promesses de campagne (!), Trump a dénoncé l'accord sur le climat conclu à Paris en décembre 2015 lors de la COP21. En conséquence, les États-Unis annulent toutes les mesures décidées en application de cet accord et se retirent du Fonds vert pour le climat.

Climato-négationniste, nationaliste et dangereux... Trump candidat n'avait eu de cesse de dire tout le mal qu'il pensait de l'accord. Élu, il continue. Il dénonce «*un complot contre les États-Unis*» qui entraînerait selon lui «*la perte de 2,7 millions d'emplois*», condamnerait «*des millions de familles américaines à rester dans la pauvreté*». Le Fonds vert pour le climat, destiné à aider les pays du Sud dans la transition et l'adaptation, serait le moyen de «*s'emparer de la richesse des USA pour la redistribuer aux pays en voie de développement*»...

Le climat, il s'en moque, mais ce coup d'éclat lui permet de reprendre la main alors qu'il est menacé d'une procédure d'impeachment. Il concrétise ainsi une politique agressive, militariste, impérialiste... Bref extrêmement dangereuse. L'annonce du retrait des États-Unis a déclenché un concert de protestations : celles des militants pour le climat (que nous partageons) et aussi toutes celles, intéressées, des promoteurs de l'accord de Paris, gouvernements et entreprises, comme



Apple, Facebook et Microsoft qui avaient appelé à rester dans l'accord pour «*maintenir leur compétitivité dans le monde*»...

Disons-le tout net : la hargne de Trump ne fait pas de l'accord de Paris un accord efficace pour lutter contre le changement climatique et ses conséquences dramatiques, en particulier pour les populations les plus pauvres.

Défendre l'accord de Paris? Non merci!

Oui, l'accord acte un objectif : «*rester bien au-dessous de 2°C d'augmentation de la température moyenne de la Terre, et chercher à ne pas dépasser 1,5°C*». Et oui, remettre en cause cet objectif est une fuite en avant grave et inquiétante qui ne saurait être minimisée.

Mais il y a loin de l'objectif aux mesures concrètes et, rappelons-le, cet accord n'impose pas de contrainte. La somme des engagements des différents pays sur leurs contributions nationales (INDC) à la réduction des émissions de gaz à effet de serre est loin du compte et conduit à un réchauffement de plus de 3°C d'ici 2100. Un réchauffement qui rendrait la fonte des glaces polaires plus rapide et brutale, la montée des eaux plus forte, et les sécheresses plus meurtrières.

Alors, quand les gouvernants, de Macron à Xi Jinping, le président chinois, s'engagent à «*défendre*» l'accord de Paris... il y a de quoi s'alarmer!

Aux gouvernements qui se drapent dans l'accord de Paris, à commencer par Macron qui fait le coup (médiatique) du «*Make our planet great again*», nous devons imposer une augmentation radicale des objectifs de réduction des émissions pour atteindre l'objectif des 1,5°C : la sortie des énergies fossiles et du nucléaire, 100% d'énergies renouvelables dans un service public décentralisé, une agriculture paysanne écologique, des transports collectifs publics et gratuits et la réduction drastique du transport des marchandises, l'abandon des grands projets inutiles et destructeurs comme celui de Notre-Dame-des-Landes...

La défense du climat ne peut passer que par la lutte des mouvements sociaux et leur convergence, la construction d'un mouvement international puissant pour imposer la justice sociale et climatique.

Commission nationale écologie



Corbyn fait de la résistance. Jusqu'où? DR

l'arrivée, le côté homme du peuple, simple, sincère et fidèle à ses convictions, a été apprécié par l'électorat de gauche et par des jeunes dégoûtés par le comportement de politiciens corrompus et opportunistes.

La dernière surprise est venue après les attentats de Manchester. Au lieu de l'habituelle surenchère nationaliste, sécuritaire voire raciste, Corbyn a maintenu ses positions de militant de longue date contre la guerre. Sa

dénonciation de la très forte implication britannique dans les guerres étrangères, notamment en Libye (pays d'origine du jeune terroriste de Manchester), a sonné juste dans un pays où la mémoire de l'immense mouvement contre la guerre en 2003 est encore présente. Enfin, jusqu'à présent, en défendant un Brexit «*dur*» et anti-migrants, Theresa May a sans doute siphonné une partie des voix de l'UKIP. Mais avec son discours de gauche, Corbyn semble aussi avoir regagné une partie de l'électorat populaire qui avait abandonné les travaillistes pour ce parti (qui du coup a chuté dans les sondages).

Difficile donc de prédire le résultat, d'autant plus avec un système de vote à un tour où un petit changement en pourcentage peut se traduire en un grand changement en nombre de sièges. En tout cas, le scénario d'une énorme défaite de Corbyn et l'obligation

pour lui de démissionner semble s'éloigner. La situation sera sans doute encore plus instable qu'avant : une victoire de Corbyn et la mise en place même d'une partie de son programme soulèveraient une offensive implacable du patronat et des médias, alors qu'une courte victoire de May pourrait signifier une riposte de la rue par une partie de la gauche syndicale et politique regonflé par la campagne de Corbyn. Étant donné le système électoral, la polarisation très nette entre droite et gauche et la forte volonté de porter Corbyn au gouvernement, toute la gauche anticapitaliste et révolutionnaire a décidé de ne pas présenter de candidats, mais de soutenir Corbyn... et de préparer la suite. Les mois qui viennent risquent d'être riches en débats au sein de toute la gauche et espérons-le en luttes unitaires contre les inévitables attaques du patronat.

Ross Harrold

Le chiffre

13,1 millions

C'est, en dollars, le salaire moyen d'un grand patron américain en 2016, selon la confédération syndicale étatsunienne AFL-CIO. Un chiffre à comparer avec les 37 600 dollars que gagne en moyenne un employé. Soit 347 fois moins ! La rémunération moyenne des dirigeants a augmenté de 5,9% en un an... tandis que le salaire moyen stagne depuis 50 ans si l'on tient compte de l'inflation.



Agenda

Jeudi 8 juin, réunion publique du NPA, Saint-Denis. Avec Philippe Poutou et les candidatEs locaux aux législatives, à 19h30, à l'école Jean-Vilar, 17-19, rue des Boucheries.

Vendredi 9 juin, réunion publique du NPA, Villeurbanne. Avec les candidatEs locaux, à 20h au CCVA, 234, cours Émile-Zola.

Vendredi 9 juin, réunion publique du NPA, Évry. Avec les candidatEs locaux, à 20h à la salle Bexley.

Mardi 20 juin, rencontres de La Brèche, Paris. Avec Enzo Traverso autour de son livre *Les nouveaux visages du fascisme* (Textuel, 2017) et Jean-Paul Gautier autour de son livre *Les extrêmes droites en France, de 1945 à nos jours* (Syllepse, 2017), à partir de 18h à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Ils disent la vérité sur l'immigration, sur l'islamisme, sur l'insécurité, mais ils ne tiennent pas du tout des propos racistes contrairement à ce qu'on entend.

NICOLAS BAY, secrétaire général du FN, mardi 6 juin sur *France Info*, à propos des candidats frontistes aux législatives épinglés par l'enquête de *Buzzfeed* pour propos ou écrits dégueulasses : «*Banania*», «*lobby juif*»...

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

PARTI SOCIALISTE

Fin de parti ?

Après la claque prise aux élections présidentielles, les législatives risquent d'annoncer l'effondrement et la scission de fait du Parti socialiste.

Il y a encore quelques mois, les socialistes pensaient pouvoir éviter le pire, c'est-à-dire l'échec des élections législatives de 1993 où ils avaient obtenu seulement 57 députés. À quelques jours du premier tour des législatives, les derniers sondages leur en donnent... entre 20 et 30, soit dix fois moins que ceux obtenus en 2012. Ce qui fait regretter à beaucoup le « succès » de 1993 ! Au-delà du seuil numérique, la défaite risque d'être importante puisqu'une majorité de l'électorat de 2012 se tourne désormais vers La République en marche, et que, sur sa gauche, le PS a perdu le leadership au profit de Mélenchon. Face à cette situation, la direction du PS tente de sauver les meubles en appelant les électeurs à envoyer « le maximum de députés » pour que les « valeurs de justice sociale soient représentées et défendues »... Mais d'ores et déjà, c'est « l'après » qui est dans toutes les têtes, en particulier dans celle du premier secrétaire Cambadélis qui a indiqué qu'il n'était « pas impossible » que le parti change de nom, voire même de siège (au vu des problèmes financiers annoncés avec la perte de leurs élus et des adhérents). L'enjeu ? Refonder une force de gauche... entre Mélenchon et Macron, comme si ce dernier était de « gauche ».

Le clivage révélé à la primaire socialiste et pendant la campagne présidentielle risque de conduire au divorce pur et simple après les législatives, une séparation (certainement pas à l'amiable) entre les « socialistes » qui se revendiquent de la majorité présidentielle (dont bon nombre de ténors et anciens ministres) et ceux qui se sentent dans « l'opposition » à la politique de Macron. Mais tous, de Cambadélis à Valls, d'Hidalgo à Aubry, en passant par Hamon et Vallaud-Belkacem, prétendent vouloir opérer une « refondation » du PS.

La refondation en marche

Ainsi, le 21 mai dernier dans *Libération*, douze personnalités, dont Vallaud-Belkacem et certains proches de Valls, ont signé une tribune intitulée « Se mobiliser aujourd'hui pour réinventer la gauche de demain ». Les auteurs y appellent à voter « à gauche » aux législatives et assurent qu'il est possible d'incarner un espace entre Mélenchon et Macron. « L'avenir de la gauche ne réside ni dans une lente dérive gauchiste (...) ni dans la voie du social-libéralisme » selon eux. Ils proposent donc de « réinventer la gauche » au sein d'un « Parti socialiste profondément renoué, refondé », mais n'annoncent surtout pas sur quelles bases politiques de fond.

Avant cette tribune, dans la foulée du second tour de la présidentielle, il y avait également eu le lancement d'un « mouvement d'innovation pour une démocratie européenne, écologique et sociale » baptisé « Dès demain » avec à sa tête le trio Hidalgo-Aubry-Taubira. Selon celles-ci, cette initiative n'est pas le lancement d'un nouveau parti mais une initiative inscrite dans la « société civile » (déjà devenue très à la mode...). C'est aussi sans doute un point d'appui pour lancer la candidature d'Hidalgo en 2022 et pour permettre aux Aubryistes la reprise en main du Parti socialiste au prochain congrès.

Le même jour, Hamon, très affaibli au sein du PS après l'échec cuisant de la présidentielle, annonçait la naissance d'un autre mouvement dans la foulée des législatives, dont la mise sur orbite est prévue ce 1^{er} juillet. Un mouvement « transpartisan », « qui dépassera les étiquettes politiques », et s'attachera à recréer « une maison commune » de la gauche, entre le PS et ses alliés. Hamon veut ainsi capitaliser son alliance avec EÉLV et attirer des communistes en rupture avec Mélenchon. Bref le PS n'est pas encore totalement mort, il bouge encore. Mais pour quelle(s) orientation(s) ?

Sandra Demarcq



Cambadélis en mode croque-mort ? PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

Après les présidentielles, les affaires reprennent !

Le jour même où le gouvernement Macron présentait son projet de loi « pour redonner confiance dans la vie démocratique », un de ses ministres les plus emblématiques, Richard Ferrand, était visé par l'ouverture d'une enquête préliminaire suite au dépôt de plainte de l'association anti-corruption Anticor...

« Cette enquête aura pour but de recueillir tout élément permettant une analyse complète des faits et de rechercher si ceux-ci sont susceptibles ou non de constituer une infraction pénale en matière d'atteinte aux biens, de manquements au devoir de probité et aux règles spécifiques du Code de la mutualité ».

Rien d'illégal...

Ferrand, député socialiste depuis 2012, a fait acheter à crédit en 2011 par sa compagne un local afin de le louer aux Mutuelles de Bretagne, société dont il était le directeur général. Une fois le crédit remboursé, la valeur de la SCI était estimée à 3000 fois le montant du capital initial de 100 euros, soit 300 000 euros, le prix du local. Une très bonne affaire... Et tout à fait légale, dit Ferrand. Gagner beaucoup d'argent en investissant dans l'immobilier, grâce à des facilités bancaires accordées sur la garantie d'une rentrée d'argent régulière et fiable, effectivement, quoi de plus banal pour toute une frange de la bourgeoisie ! D'ailleurs Ferrand est visiblement un adepte des opérations immobilières puisqu'il a revendu au PS le local qu'il avait acheté pour sa campagne de député.

Quant au fait qu'il soit resté chargé de mission des Mutuelles de Bretagne, rémunéré 1 250 euros par mois, pendant toute la législature

2012-2017, rien d'illégal non plus. Quant à l'emploi de son fils comme assistant parlementaire en 2014, rien d'illégal non plus. Et qu'il ait embauché comme assistant parlementaire, le compagnon de sa successeuse à la direction des Mutuelles de Bretagne, rien d'illégal non plus... Quant à la morale, ce qu'il y a d'encombrant avec elle, c'est que c'est toujours celle des autres !

Les arroseurs arrosés

« C'est une difficulté, qui alourdit quelque peu la campagne », a lâché Bayrou dimanche dernier à propos de l'affaire Ferrand. En effet, celui-ci

« MORALISATION »

mésaventures de sa collègue ministre Marielle de Sarnez et membre du Modem, visée par une enquête pour abus de confiance et emploi fictif, ainsi que 19 autres eurodéputés. François Bayrou, ministre de la Justice et président du Modem, s'est du coup permis de relayer « sur son compte Twitter personnel » un communiqué de sa collègue ministre, affirmant qu'il n'y a jamais eu d'emplois fictifs au Modem ! L'indépendance de la Justice ne vaut visiblement pas pour De Sarnez !

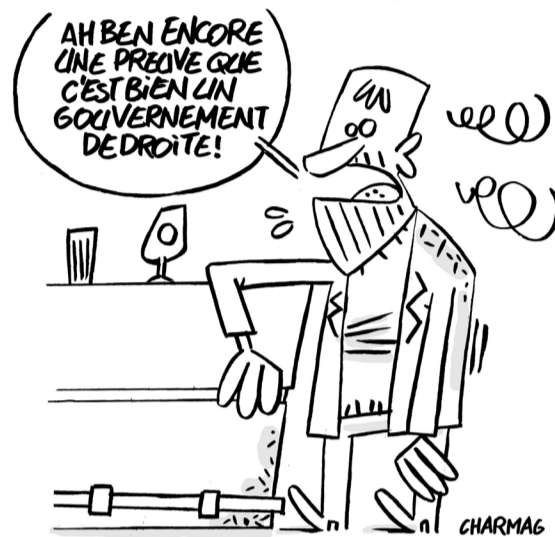
Une morale soluble dans le capital

Plusieurs mesures sont annoncées dans le projet de loi présenté par Bayrou, dont le terme « moralisation » a d'ailleurs disparu du titre : l'interdiction pour les parlementaires d'embaucher des membres de leur famille, la fin de la Cour de justice de la République pour juger les ministres (ils ne seront quand même pas jugés en correctionnelle, mais par les magistrats de la Cour d'appel de Paris), la fin de la réserve parlementaire (ces sommes d'argent distribuées sans justification, au feeling de l'élu), l'interdiction d'emprunter à une banque extra-européenne, entre autres.

Mais l'obligation d'avoir un casier judiciaire vierge pour se présenter aux élections, de publier les noms des gros donateurs, de publier son patrimoine pour les parlementaires, n'ont pas été retenues... de même qu'aucune contrainte à l'égard des opérations de lobbying des grands groupes capitalistes. Il ne faut quand même pas exagérer ! Les plus grosses affaires, celles du capital, vont pouvoir se poursuivre tout tranquillement car quand on regarde la liste de toutes les sociétés privées par lesquelles ont transité nombre de membres du gouvernement : Dassault, Schneider Electric, Danone-Nestlé, Crédit Agricole, Thalès, Havas, etc. On se dit que ce sera plus pratique pour signer les contrats !

Marie-Hélène Duverger

NOUVEAUX MINISTRES NOUVELLES AFFAIRES



RAPPORT D'AMNESTY Manifester, un droit menacé

Le mercredi 31 mai, Amnesty a publié un rapport sur les conséquences de l'état d'urgence concernant le droit de manifester. Résultat d'observations et de témoignages recueillis à Paris, Rennes, Nantes et Calais, lors des mobilisations contre la loi travail, pour le soutien aux demandeurs d'asile ou dans le cadre de la COP21, ce rapport valide nos expériences et conforte nos analyses.

Si l'État français se situe déjà en deçà des lois internationales quant au respect de la liberté de manifester, avec l'état d'urgence il se place complètement hors-la-loi... Notamment sur les interdictions de se rassembler, les restrictions des droits des personnes à manifester et les violations de droits humains.

Droit de se rassembler soumis au bon vouloir des préfets

Alors que l'objectif de l'instauration de l'état d'urgence est la lutte contre le terrorisme, sa mise en œuvre se traduit surtout par des opérations de maintien de l'ordre. Entre novembre 2015 et mai 2017, les préfets ont pris 155 arrêtés d'interdiction de manifestations, essentiellement de manifestations contre la loi travail, dans le cadre des pouvoirs supplémentaires qui leur sont conférés par l'état d'urgence. À titre préventif, pour éviter des violences...

De plus, depuis 2016, le préfet peut interdire une manifestation s'il estime qu'il n'a pas les forces de police suffisantes pour assurer son bon déroulement. Amnesty



Qui nous protège de la police ? PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

conteste le manque de forces disponibles au regard de tous les déploiements gigantesques de policiers sarmés pour bloquer, nasser, poursuivre et matraquer les participantEs à chaque manifestation.

Interdiction à des personnes de manifester

639 interdictions de manifester ont été prises contre des personnes depuis 18 mois. Amnesty s'interroge sur les raisons de celles-ci. En effet, elles ont touché la plupart du temps

les militantEs très engagés dans les mouvements, des personnes en capacité de rassembler, d'entraîner et d'encadrer les manifestations. Ces interdictions visent de fait à isoler les gens les uns des autres et à briser le mouvement social perçu alors comme une menace. D'autres formes d'interdictions insupportables ont été appliquées systématiquement : la contention, la retenue de parties de cortèges, l'interdiction physique à des groupes ou des individus de

parvenir aux rassemblements et parfois même d'en sortir.

Aggravation et impunité des violences policières

Le recours à la force ne doit être utilisé qu'en cas d'extrême nécessité et de manière proportionnelle. Pourtant, les faits prouvent que celle-ci l'a été en premier recours et avec une extrême violence. 101 plaintes ont été déposées contre les forces de l'ordre, et 1000 personnes ont dû être secourues à Paris. Cela est sans doute bien loin du nombre total de blessés, car si le ministère de l'Intérieur tient un décompte précis des policiers blessés, il ne comptabilise pas les manifestantEs victimes.

Amnesty dénonce une volonté d'impressionner et de dissuader d'utiliser son droit de manifester par l'usage d'armes létales à titre préventif et leur utilisation inappropriée, en particulier lorsque les parties sensibles du corps sont ciblées. De plus, alors que les manifestantEs arrêtés ont été condamnés souvent très lourdement en procédure d'urgence, les policiers coupables d'actes illégaux, alors qu'ils agissent au nom de l'État dit de droit, ne sont pas et ne seront sans doute jamais condamnés ! En toute logique, Amnesty se prononce pour la levée immédiate de l'état d'urgence. Ce n'est pas le chemin pris par Macron...

Roseline Vachetta

MAROC Dans le Rif, la lutte continue

La vague de répression depuis le 26 mai avait pour objectif de disloquer la direction du mouvement populaire, espérant ainsi le désorganiser, le contraindre à « négocier » selon les termes du pouvoir, à avorter tout processus d'extension géographique de la mobilisation (voir l'Anticapitaliste n°386). Aucun de ces objectifs n'a été atteint.

L'arrestation et l'enlèvement de dizaines de militantEs, dont les principaux animateurs et porte-parole de la lutte, a fait émerger une nouvelle direction de remplacement, avec les mêmes caractéristiques : des anonymes sans nécessairement un passé politique ou des militantEs enracinés dans les milieux populaires et la contestation depuis le début.

La répression n'arrête pas la mobilisation

Dans cette région, qualifiée de conservatrice où le 8 Mars avait connu la plus importante manifestation des femmes pour leurs droits, c'est une jeune femme, Nawal Benaissa, qui est devenue une porte-parole de la lutte. Al-Hoceïma a connu une des manifestations les plus importantes appuyées par une nouvelle grève générale. Des actions de désobéissance civile sont à l'ordre du jour. La continuation de la lutte se fait sur les mêmes bases politiques, avec en prime la demande de libération immédiate et inconditionnelle des détenus. Le dialogue est refusé avec les tenants de la répression et les officines politiques corrompues. Le seul effet de la répression est d'avoir enraciné la contestation dans une activité quotidienne et porté à un niveau plus important la combinaison de la lutte pour les questions sociales



Dans les rues de Al-Hoceïma le mercredi 31 mai. DR

et la liberté politique, bravant les dispositifs sécuritaires et le harcèlement des forces de l'ordre. Le pouvoir n'a pu ni affaiblir ni faire taire le peuple du Rif. Une nouvelle génération politique s'est cristallisée à une échelle de masse, une génération qui ne compte que sur ses propres forces et cherche les moyens de gagner. La mobilisation, malgré des moments d'affrontements, reste pacifique en raison de la compréhension collective qu'à ce stade, cela permet de maintenir le caractère populaire des actions, de déjouer la propagande du pouvoir sur les partisans du chaos qui voudraient imposer une situation à la libyenne, et plus simplement au vu du rapport de forces. La contestation déborde le Rif. Près de 1000 avocats se sont joints à la défense des détenus,

dont nombre ont été maltraités et sans doute torturés. Des appels locaux de solidarité ont eu lieu dans plus d'une vingtaine de villes de manière désynchronisée. Les forces de l'ordre ont empêché tout rassemblement ou les ont dispersés violemment, en particulier dans les grandes villes. Mais ce sont des milliers de personnes qui sont descendus à chaque fois.

Étendre et construire des perspectives nationales

Il n'y a pas encore un effet boule de neige même si les raisons profondes de la lutte, ses motifs sociaux et démocratiques ne sont pas spécifiques au Rif. Cela renvoie à plusieurs éléments majeurs. Contrairement au M20F, les organisations ne sont pas engagées, elles se contentent de dénoncer la répression ou de

maintenir l'axe de la lutte sur la solidarité avec le Rif.

De plus, la dynamique de la lutte actuelle, dans son potentiel politique, porte une radicalité inassumable pour nombre d'entre elles. Ainsi seuls les réseaux et mouvements liés à la gauche radicale sont fortement investis. Mais là aussi pèse l'absence d'une expression politique unitaire de la gauche sociale et politique de lutte qui trace des objectifs d'ensemble, visant à poser la question d'un affrontement d'ampleur avec le pouvoir, ou à minima à coordonner les différentes actions locales sur des temps forts nationaux, même si un premier rendez-vous centralisé à Rabat a été annoncé pour le 11 juin. Et « l'intifada rifaine » n'a pas d'appui du côté du mouvement syndical ou d'autres secteurs organisés du mouvement social, à quelques exceptions près.

La répression qui s'abat avec ses cortèges d'arrestations pèse aussi. L'enjeu posé, au-delà de la solidarité nécessaire, pose d'emblée l'articulation avec des revendications locales concrètes qui correspondent aux préoccupations immédiates des couches populaires. Elle pose aussi, comme cela se fait dans le Rif, la construction de comités d'action populaires organisés et autonomes à la base qui dépassent les réseaux militants. L'enjeu des semaines à venir est de dépasser les rythmes inégaux de la lutte, de trouver les moyens de l'enraciner localement, de construire des perspectives nationales, de maintenir la pression pour que la mobilisation dans le Rif ne reste pas isolée.

Chawqui Lotfi (militant de Tahadi / Émancipation démocratique)

AFGHANISTAN L'escalade terroriste et guerrière



Policiers contre manifestants, à Kaboul ce 2 juin. DR

Le 31 mai, au cœur du quartier diplomatique de Kaboul, la capitale de l'Afghanistan, un attentat au camion piégé a tué au moins 90 personnes et fait des centaines de blessés. Il n'a pas été revendiqué, un porte-parole des talibans a nié être « impliqué [...] et le condamne fermement »...

« Nous sommes pour la paix mais ceux qui nous tuent pendant le mois sacré de Ramadan ne méritent pas d'être appelés à faire la paix, ils doivent être détruits », a déclaré le Président afghan, Abdullah Abdullah, l'homme de main des USA et de leurs alliés, comme pour mieux souligner son impuissance. Cet attentat s'inscrit en effet dans une longue série, en particulier à Kaboul que le pouvoir prétend pourtant contrôler. Le nombre de victimes depuis le début de l'année y est plus élevé que jamais. Les talibans comme l'État islamique y ont de nombreuses complicités dans l'armée et la police. En tout, dans le pays, 2100 civils ont été tués durant les six derniers mois. Ce crime vient d'abord rappeler cruellement que les premières victimes du terrorisme des fondamentalistes islamiques sont les populations des pays musulmans, victimes aussi de la guerre menées par les grandes puissances. Il montre la faiblesse du pouvoir miné par la corruption, la seule façon pour lui de tenter d'assurer une forme de cohésion de l'appareil d'État.

Les talibans contrôlent environ 40% du territoire. Ils bénéficient de leurs bases arrière au Pakistan et, vraisemblablement, du soutien d'une fraction des services de renseignement pakistanais. Un des seigneurs de guerre, Gulbuddin Hekmatyar, vient de se rallier au pouvoir et prépare l'intégration de ses quelque 3000 combattants au sein des forces de sécurité. Autant de futures complicités pour les talibans ou autres terroristes.

Internationalisation du conflit

À l'ombre des talibans prospère la branche locale de Daesh, l'État islamique du Khorassan (ISKRP), du nom de l'ancienne région englobant l'Afghanistan, une partie de l'Iran, du Pakistan et de l'Asie centrale. L'Afghanistan est en train de devenir une base de repli pour l'État islamique, et cela contribue à l'internationalisation de la guerre. Chine, Inde, Pakistan, Russie, États-Unis, Union européenne, sans parler de l'Iran et de l'Arabie saoudite, y ont des intérêts stratégiques ou économiques. S'y ajoute la question des migrantEs, en particulier pour l'Allemagne dont le gouvernement a conclu en 2016 un accord de reconduite à la frontière avec l'Afghanistan, accord dont Merkel a été obligé de suspendre l'application.

« Mort au gouvernement », « Démission », « Mort au gouvernement, aux talibans, aux étrangers », scandaient dans la rue ce 2 juin des milliers de manifestants, dénonçant l'incurie de l'État et l'insécurité. La police a tiré à balles réelles faisant plusieurs morts : un mépris criminel de la population par des autorités corrompues. Alors que l'état d'urgence avait été déclaré pour empêcher les manifestations, le lendemain, le 3 juin, de nouvelles explosions ont fait sept morts et une centaine de blessés lors d'une cérémonie à la mémoire d'un des manifestants tués. Le gouvernement discrédité a perdu tout contrôle de la situation. Et les milliers de militaires supplémentaires que l'Otan et Trump se préparent à envoyer en Afghanistan ne feront qu'attiser les haines et les souffrances de la population, la gabegie meurtrière de cette sale guerre : la plus longue menée par les USA, déjà plus de 110 000 morts.

Une guerre sans issue dans ce monde libéral et impérialiste.

Yvan Lemaître

BRÉSIL Temer, jusqu'à quand ? Et après ?

Depuis son arrivée au pouvoir après un coup d'État parlementaire contre Dilma Rousseff, Temer était déjà considéré comme illégitime par une grande partie de la population...



Contre Temer le 18 mai dernier à Sao Paulo. DR

Il était ensuite devenu le président le plus impopulaire depuis des décennies. Aujourd'hui, après qu'une conversation secrète a été rendue publique le 17 mai, très peu de gens dans le pays doutent qu'il est corrompu, et ce qui est encore pire, très peu de gens doutent qu'il existe des preuves abondantes qu'il est bien corrompu... Les accusations portées contre lui sont beaucoup plus graves que celles qui existaient contre Collor de Mello (écarté en 1992), sans parler de charges beaucoup plus limitées qui étaient portées contre Dilma Rousseff. De plus, il y a aussi une grande opposition aux politiques gouvernementales : dans le cas de la « réforme » néolibérale de la sécurité sociale, des enquêtes donnent une opinion publique opposée à 90%!

Pourquoi Temer n'est pas encore tombé ? D'abord parce que Temer ne veut pas démissionner de la présidence (la solution la plus simple) avant de trouver un accord qui lui éviterait qu'il soit immédiatement emprisonné. Mais il est difficile

d'imaginer comment un tel accord pourrait se produire.

Si Temer ne démissionne pas lui-même, sa démission dépend en partie de la Cour suprême, mais devra être approuvée par le Parlement... dont la plupart des membres sont aussi corrompus que Temer. En le protégeant, ils se protègent aussi eux-mêmes. Cette attitude devrait leur coûter cher aux prochaines élections, mais leurs préoccupations sont beaucoup plus immédiates. La ligne du cynisme maximum... La plupart des parlementaires et la bourgeoisie qui finance ses campagnes et les contrôle, semblent déjà convaincus que Temer devra être démis de ses fonctions, mais ils essayent de parvenir d'abord à un consensus sur qui devrait le remplacer lors d'une élection indirecte. Le

PT lui-même, officiellement partisan d'organiser de nouvelles élections directes, est intéressé par un accord de ce genre car cela lui permettrait de laisser libres Lula et d'autres dirigeants du parti. Mais le choix d'un nom issu des grands partis n'est pas facile car la plupart ont également contre eux plusieurs accusations de corruption...

Des mobilisations encore trop faibles

Enfin, l'explication la plus importante sur le maintien de Temer jusqu'à présent est que, si l'on a déjà eu des manifestations importantes autour de « Temer dehors ! », celles-ci sont trop limitées par rapport à ce qui serait nécessaire pour renverser le président. Cette relative faiblesse des mobilisations peut

être expliquée par une lassitude, qui se combine avec des divisions importantes par rapport aux alternatives existantes : Lula apparaît comme le candidat le plus fort lors d'une élection directe, mais le rejet, y compris parmi les classes populaires, est également très fort. Le peuple semble avoir aussi réalisé qu'il ne faut pas seulement changer le président. Il est nécessaire d'avoir de nouvelles élections pour les députés et les sénateurs, ce qui nécessite une mobilisation encore plus forte, et plus difficile.

De plus, le fait qu'il y ait une réelle possibilité d'empêcher l'adoption de nouvelles « réformes » néolibérales et de renverser le président semble avoir accru les doutes des syndicats les moins combattifs. Cela dit, après beaucoup de discussions, les centrales ont annoncé une deuxième grève générale pour le 30 juin, contre ces « réformes » néolibérales et pour la démission de Temer.

Le plus probable est la chute de Temer dans les semaines qui viennent. Mais le risque qu'il y ait ensuite des élections indirectes, qui prolongeraient la crise et permettraient la poursuite des attaques contre les travailleurs, reste très élevé. Quoi qu'il en soit, il faut se battre pour le succès de cette prochaine grève générale, pour que, non seulement, celle-ci stoppe les « réformes » néolibérales mais permette aussi le renversement de Temer et assure de nouvelles élections générales.

De Sao Paulo, João Machado

DES COMORES À LA MER MÉDITERRANÉE

OUVREZ LES FRONTIÈRES!

UNE « BLAGUE » INDÉCENTE, RACISTE... ET SI RÉVÉLATRICE!

Extrêmement discret pendant la campagne électorale sur les questions touchant aux politiques qu'il entend mener en direction des sans-papiers et des migrantEs, il aura fallu une simple « blagounette » digne d'un crétin du Front national pour qu'Emmanuel Macron nous édifie. « Le kwassa-kwassa pêche peu, il amène du Comorien »... Tout est dit, le cynisme et la morgue colonialistes sont étalés dans toute leur horreur! On sous-entend que les barques de pêcheurs ne sont en réalité pas destinées à ramener du poisson, mais une autre sorte de marchandise: « du comorien ». Marine Le Pen, l'ultra raciste présidente du Front national, peut même se payer le luxe d'épingler son adversaire de la présidentielle: « On ne dit pas "du Comorien", on dit "des Comoriens" » (sic!). Une déshumanisation totale qui nous rappelle les pires temps de l'esclavage, et jette un doute sur la sincérité de Macron qui, lors d'une récente visite à Alger, avait déclaré, la main sur le cœur, que la colonisation avait bien été un crime contre l'humanité... Depuis 1995, 12 000 Comoriens – hommes, femmes et enfants – sont

morts noyés en tentant de rejoindre Mayotte sur des kwassa-kwassa. 70 kilomètres d'une traversée difficile sur de frêles embarcations pour atteindre un supposé El Dorado. Et ça vous fait rire, monsieur Macron? En 2015, 4 378 ComorienEs mineurs isolés ont été détenus à la prison de Majicavo, contrevenant totalement au droit international. Pour ces faits, la France a d'ailleurs fait l'objet d'une

condamnation de la Cour européenne des droits de l'homme... Et ça vous amuse, monsieur Macron? L'ambassadeur de France en Union des Comores a été convoqué dimanche par le ministre des Affaires étrangères à Moroni, et un rassemblement des Comoriens en France s'est tenu lundi à Paris sur le parvis des Droits de l'homme. L'indignation, qui a pourtant fait le « buzz » sur les réseaux sociaux,

n'a été que peu reprise par les grands médias, attachés à la promotion d'un président jeune, dynamique, sachant parler aux grands de ce monde... En auraient-ils fait de même s'il s'était agi d'un débordement raciste proféré par Trump? Il est permis d'en douter. L'Élysée tarde à exprimer des excuses publiques exigées par le Conseil représentatif des Français d'origine comorienne. On admet tout juste « une plaisanterie pas très heureuse »... Ces excuses, si elles venaient à s'exprimer, ne suffiraient pas à traduire les revendications nationales du peuple comorien. Mayotte fait partie intégrante de l'Union des Comores, et les migrantEs doivent donc y être accueillis inconditionnellement, puisqu'ils sont chez eux!

Les anticapitalistes et anticolonialistes ne peuvent qu'exiger avec les Comoriens migrant vers Mayotte le droit de circulation et d'installation, l'arrêt de la répression et des mises en détention illégitimes, le respect du droit international et des dispositions de la Cour européenne des droits de l'homme. Autant de revendications d'une actualité brûlante, et pas seulement là-bas...

Alain Pojolat



MAYOTTE ET LA POLITIQUE MIGRATOIRE FRANÇAISE

Le rire immonde et indécent de Macron sur Mayotte a au moins un mérite. Il exemplifie la logique des politiques migratoires menées par le pouvoir français depuis des dizaines d'années. C'est une logique à la fois meurtrière, coloniale et raciste, et Mayotte en est l'exemple le plus avancé.



Les voyages mortels en kwassa-kwassa. DR

Désormais personne, à moins de se voiler totalement la face, ne peut ignorer les dizaines de milliers de mortEs en Méditerranée. Personne ne peut non plus ignorer que cette hécatombe n'a rien de naturel et qu'elle est le produit des politiques de fermeture des frontières des pays européens. La même tragédie, pour les mêmes raisons, se déroule à l'autre bout du monde, dans l'archipel des Comores, avec 20 000 morts depuis un peu plus de vingt ans. « C'est ainsi que le bras de mer de 70 km, séparant Mayotte de son île sœur, Anjouan, est devenu le plus grand cimetière marin de la région. »¹ Mais dans l'archipel des Comores, l'État français ne peut se réfugier derrière les responsabilités d'autres États. Car à Mayotte, la responsabilité repose uniquement sur l'État français. En 1995, le gouvernement Balladur a créé un visa (dit « visa Balladur ») qui interdit aux habitantEs des autres îles de l'archipel de rejoindre Mayotte, alors que les échanges entre les îles étaient traditionnels depuis les origines du peuplement au 7^e siècle. Et un dispositif militaire a été mis en place pour interdire le passage des embarcations traditionnelles, ces « kwassa-kwassa » moquées par Macron, leur faisant prendre des risques aux conséquences dramatiques. Cette politique a été mise en œuvre successivement par tous les gouvernements, qu'ils se disent de droite ou de gauche.

Une logique coloniale

Cette politique migratoire qui renforce les frontières et la répression des migrantEs dans toute l'Europe dévoile à Mayotte sa logique coloniale. De la Kanaky à la Guyane et les Antilles, en passant par la Réunion et Mayotte, c'est l'outre-mer qui permet à l'État français de continuer à s'assurer une place dans le concert des puissances impérialistes.

Lorsque les îles de l'archipel comorien accèdent à l'indépendance en 1974, l'État français maintient Mayotte sous sa domination en expulsant les indépendantistes et en manipulant les résultats

électorales². Cette situation sera dénoncée de manière répétée par l'ONU. En 1994, une nouvelle résolution rappelle et confirme l'appartenance de Mayotte à l'État comorien. Durant des décennies, l'État français va mener des opérations de déstabilisation du nouvel État comorien, orchestrant des coups d'État par l'intermédiaire du sinistre mercenaire « Bob » Denard. Promettant un développement séparé de Mayotte, le gouvernement français gagne le référendum sur la départementalisation de Mayotte en 2009, l'île devenant le 101^e département français. En 2014, la politique coloniale de la France est avalisée par l'Europe. Mayotte devient « région européenne ultrapériphérique ». Elle entre ainsi dans la zone d'intervention de Frontex.

La fabrique du racisme... et du FN!

Tout cela accroît bien sûr à la fois la pression migratoire vers Mayotte et, dans le même temps, le racisme sur l'île envers les migrantEs considérés comme responsables de tous les maux. Cela s'est traduit en 2016 par de véritables pogroms, des comités villageois expulsant des familles entières de leurs logements, des opérations appelées « décasages »... Le préfet a encouragé alors la non-intervention de la police, légitimant ces opérations en déclarant que « l'action publique ne doit pas ajouter de troubles supplémentaires à la situation »... Sans surprise, c'est le Front national qui en profite. Lors de la dernière campagne électorale, Marine Le Pen a reçu un accueil houleux à la Réunion. Mais à Mayotte, elle a été accueillie par des chants traditionnels. C'est ce qui lui permet de tacler les propos de Macron, affirmant que « les Mahorais sont confrontés à une insécurité dramatique à cause de la submersion migratoire ».

Les morts, l'autre face des expulsions

Comme dans les autres départements et territoires d'outre-mer, la politique migratoire appliquée

« bénéficie » de dérogations qui préfigurent la logique de ce qui se met en place en métropole. C'est ainsi que les délais extrêmement courts d'expulsions ne permettent pas les recours ou que des milliers de mineurEs isolés peuvent être expulsés ou/et mis dans des centres de rétention. En 2014, 5 500 enfants ont ainsi été envoyés en rétention administrative par les autorités. Comme en Méditerranée, les morts en mer ne sont donc pas une sorte de « dommage collatéral » de la politique migratoire. Ils n'en sont pas seulement le produit mais la condition. L'artiste comorien, Soeuf Elbadawi écrit : « À Moroni, capitale de l'archipel, le chiffre de vingt mille morts résonne en écho avec les barques arraisonnées et brûlées. Vingt mille morts ayant commis le crime de circuler dans leur pays, sur la terre de leurs aïeux. Vingt mille morts, soit près de 2% de la population de cet archipel. » L'interdiction de circuler doit se payer au prix de la vie pour être effective. C'est ce qui explique le mépris exprimé par Macron. C'est ce qui explique la fabrique du racisme. Car la seule justification possible à ce mépris de vies humaines, c'est de nier la condition humaine des migrantEs.

L'autre logique, la liberté de circulation et d'installation

La question migratoire est le cas ultime des logiques antagonistes gouvernant l'état de notre monde. Et Mayotte en est le cas ultime. La logique mise en œuvre actuellement et qui fait le rire immonde de Macron nourrit le cycle infernal de la misère, de la guerre civile et du racisme. L'autre logique est celle de la liberté de circuler et de s'installer. À Mayotte, cela passe par l'abrogation immédiate du visa Balladur, la fin des logiques d'exception et de la domination coloniale pour le développement conjoint de tout l'archipel.

Denis Godard

1 - <http://www.altermondes.org/>

tribune-naufages-et-histoire

2 - http://www.fasti.org/images/stories/com_nordsud/Kwado_Mayotte_CNSFASTI2016.pdf

LE TERRIBLE PARCOURS DES MIGRANT-E-S

Affairés à la gestion de leurs échéances électorales, à la montée des idées racistes et intolérantes envers les migrantEs ou aux attentats de Daesh, les dirigeants de l'Union européenne ont renoncé à toute politique commune en matière de migration. Cette absence de stratégie, et cette déresponsabilisation collective sont la principale cause à la tragédie actuelle qui se joue sur terre et sur mer, au sein du continent, à ses frontières, et dans les pays d'où partent les migrantEs pour tenter l'aventure européenne.

À l'occasion du G7 qui s'est tenu les 26 et 27 mai à Tormina en Sicile, invoquant des raisons de sécurité, les autorités italiennes ont interdit pendant toute une semaine les débarquements de migrantEs, alors que les opérations de sauvetage ont explosé en quelques semaines. Depuis le début de l'année, ce sont quelque 50 000 personnes qui ont été secourues (40% de plus qu'en 2016) par les organisations humanitaires italiennes. Le choix symbolique de tenir ce sommet en Sicile aurait pu être l'occasion de faire avancer un dossier qui piétine depuis des mois... Rien n'en sera ressorti !

La Libye, un enfer pour les migrantEs, une aubaine pour les passeurs et les marchands d'esclaves!

En transférant à la Libye « la responsabilité de la gestion des flux migratoires », les dirigeants européens, comme ils l'avaient déjà fait en 2016 avec la dictature d'Erdogan, se rendent directement complices des exactions et des crimes commis contre les migrantEs et les réfugiés. Cette sous-traitance s'opère sur fond d'effondrement des structures étatiques, de guerre civile où s'affrontent des bandes armées et des gangs pratiquant la vente d'esclaves.

Le responsable du Haut commissariat aux réfugiés (structure de l'ONU), Filippo Grandi, en visite surprise en Libye, dénonce « des conditions épouvantables dans les centres de rétention ». Au Parlement européen, Éva Joly dénonce « l'externalisation de l'accueil des réfugiés tout en sachant que les réfugiés et migrants détenus en Libye sont victimes de tortures,

de travail forcé, de violences sexuelles et de violations du droit humain ». Et 200 millions d'euros ont été versés comme acompte aux « autorités » de Tripoli pour faire le sale boulot...

Aujourd'hui, la Libye reste la seule possibilité pour les réfugiés et migrantEs africains pour tenter de rejoindre l'Europe, quel qu'en soit le prix humain à payer. Par un effet d'entonnoir, des dizaines de milliers de personnes fuyant les zones de guerre risquent leur vie, à la merci des passeurs et des gangs qui organisent ce trafic abject. Leur seul objectif: quitter les eaux territoriales libyennes, quitte à laisser leur peau au fond de la mer Méditerranée.

La Grèce et l'Italie toujours en première ligne

Premiers pays européens où les réfugiés et migrantEs accostent après une traversée souvent cauchemardesque, la Grèce et l'Italie sont donc également chargés d'établir les documents qui, selon les dispositifs prévus par les accords de Dublin, permettront de solliciter un droit d'asile, quelle que soit la destination finale choisie. Véritable chantage exercé par les pays du nord de l'Europe, ce dispositif contraint les demandeurs d'asile à la clandestinité et à une traversée de l'Europe, terrestre celle là, mais non moins risquée que la première. Depuis le 1^{er} janvier 2017, ce sont plus de 50 000 migrantEs qui sont arrivés en Italie par la mer, soit une hausse de 45% par rapport à toute l'année 2016, et 1 244 personnes identifiées dont le voyage s'est terminé par une noyade.

La région frontière de Vintimille, qualifiée de « Calais italien », voit arriver chaque jour de nouveaux

contingents de migrantEs désireux d'entrer sur le territoire français. La Ligue du Nord y mène une campagne raciste de grande envergure pour exiger l'expulsion massive des réfugiés, tandis que du côté français, toute la panoplie des forces de répression est massée à la frontière pour refouler d'éventuels intrus. La situation des migrantEs en Grèce n'est guère plus enviable, et le ministre de l'Immigration a mis en garde la Commission européenne contre l'application du dispositif de Dublin visant à renvoyer les demandeurs du statut de demandeur d'asile dans le pays où a été faite la première demande (le plus souvent, l'Italie ou la Grèce). « La Grèce porte déjà un très lourd fardeau. La Grèce n'a pas la possibilité de faire face à de nouvelles arrivées de réfugiés, nous avons atteint nos limites, nous ne pouvons plus faire entrer aucun réfugié. »

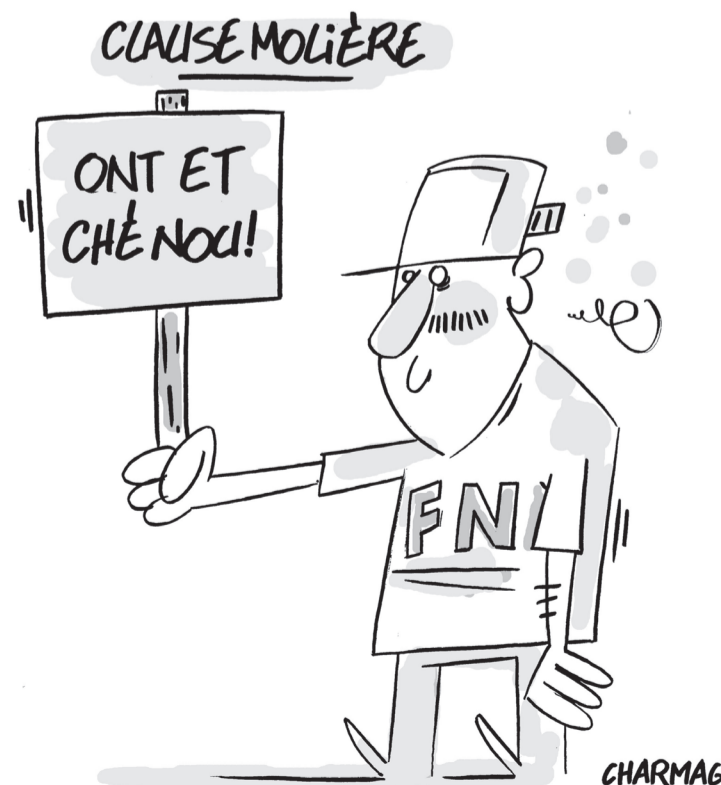
La Hongrie recrute des chasseurs de migrantEs!

On peut toujours trouver pire en matière d'abjection, mais le gouvernement raciste de Budapest vient de prendre une sérieuse option pour un titre européen, celui du gouvernement le plus xénophobe, et le moins regardant sur les moyens dont il se dote pour mener sa politique abjecte... Lors de la campagne précédant le référendum anti-migrantEs d'août 2016, il avait émis la possibilité de créer sur la base du volontariat des milices qui, en partenariat avec la police et l'armée, seraient chargées de contrôler les frontières avec la Croatie et avec la Serbie pour y réprimer les migrantEs. C'est chose faite!

Ainsi, depuis le 2 mai dernier, des unités de « chasseurs frontaliers » formés par la police sont opérationnels. Armés d'un spray de gaz poivré, d'une matraque et d'un revolver, ces braves jeunes gens vont « combattre le poison »... « Un boulot garanti et bien payé »!

Partout en Europe, développons la solidarité!

Au risque de nous répéter, le sort réservé aux migrantEs et réfugiés est totalement insupportable. La banalisation de cette barbarie ne nous autorise pas à détourner les yeux en attendant des institutions européennes qu'elles changent soudainement leur politique migratoire. Il est de la responsabilité des anticapitalistes européens de prendre à bras le corps des initiatives à l'échelle du continent pour inverser la tendance, pour recréer les bases d'un vaste mouvement, notamment dans la jeunesse, pour reconquérir une hégémonie progressiste, antiraciste. Il ne suffira pas d'avoir des remords ou des regrets si, au moins, nous n'essayons pas... Alain Pajolat



NETTOYAGE FINANCES PUBLIQUES PARIS 7^e semaine de grève des employéEs du ménage!

Depuis le début de l'année 2017, l'Union des groupements d'achat public (UGAP, centrale d'achat publique placée sous la double tutelle du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie et du ministère de l'Éducation nationale) a retenu pour les sites des finances publiques un titulaire du marché de nettoyage, la société d'investissement Incub'Ethic, sous traitant l'entretien des locaux aux sociétés de nettoyage NOVASOL, VDS et I.S.S...

L'administration a ainsi gagné 178 000 euros par rapport au précédent marché. Incub'Ethic a un chiffre d'affaires de 1,9 million et un bénéfice de 375 000 euros, VDS a, elle, un chiffre d'affaires de 9,7 millions et un bénéfice de 1 million d'euros. Les mobilisations se multiplient contre ces véritables négriers. Il a fallu 18 jours de grève à des salariéEs de Novasol du 11^e arrondissement, et une journée de grève générale avec leurs collègues du nettoyage des autres centres des finances parisiens le 14 mars dernier, pour obtenir la réintégration d'une salariée que Novasol avait refusé de reprendre.

Depuis plus d'un mois, l'équipe unie du nettoyage du 11-13, rue de la Banque est en grève cette fois contre VDS. Une équipe de cinq personnes du centre des finances du 2^e nettoyait une surface de 7 694 mètres carrés avec, pour chacun, un temps partiel imposé de 3 heures par jour. Depuis le 1^{er} janvier, leur salaire mensuel est passé de 600 euros à 480 euros pour deux salariéEs de l'équipe, et un salarié non repris.

Que font les donneurs d'ordre ?

Les grévistes demandent donc la réintégration d'un salarié, Konateh, sans salaire depuis son retour de congé... malgré sa reprise du travail du 1^{er} au 10 mars; l'annulation de la baisse des salaires réalisée par VDS; le retrait d'un avertissement... Le vendredi 12 mai, les grévistes ont manifesté avec leurs collègues des autres sites devant le centre des finances, et, à l'initiative des syndicats CGT, Solidaires et FO de la DRFiP, ont été reçus par le directeur des finances publiques afin de lui exposer leur colère et leur détermination.

Le non-respect du droit du travail, afin d'économiser des heures de travail rémunérées, semble une pratique courante dans ces sociétés, provoquant des grèves à répétition. Les donneurs d'ordre – DRFiP, ministère des Finances, UGAP – n'ont pas pour l'instant obligé la société à respecter le droit du travail dans les locaux, la DRFiP intervenant toutefois auprès des entreprises en grève pour exiger l'ouverture de négociations.

Robert Pelletier

Pour soutenir financièrement les grévistes: chèques à l'ordre de solidarité grévistes CGT à adresser à: CGT Finances publiques Paris, 6, rue Saint-Hyacinthe, 75001 Paris.

C'est bien avec l'idée que cette grève était un premier avertissement que la majorité des grévistes, délégués et militants actifs, ont décidé de reprendre le travail.

Les « engagements » actés à cette réunion ne sont que des promesses: ouverture d'une « table ronde » le 16 juin où seront discutées les conditions de travail et les contrats de transport dictés par les pétroliers, et ouverture de discussions le 19 juin sur les classifications et les salaires. Le tout devant se concrétiser dans une commission mixte paritaire le 10 juillet. Si le gouvernement s'est résigné à convoquer en urgence cette réunion, c'est que, mercredi dernier, la grève était en train d'assécher les stations-service, multipliant les très longues queues dans la région parisienne. Les usagers avaient constaté que les communiqués rassurants des autorités et des patrons n'étaient que de gros mensonges!

Pas de chauffeur, pas de carburant!

Les dispositifs policiers mis en œuvre, comme au port de Gennevilliers (92), étaient impuissants à rétablir le ravitaillement. Le blocage était bien dû à la grève et non à des barrages physiques devant les dépôts: pas de chauffeur derrière le volant, pas de carburant!

Les non-grévistes se laissaient facilement persuader d'aller voir ailleurs s'ils pouvaient charger. Et ailleurs il y avait le même accueil. L'impuissance des CRS à empêcher les discussions entre grévistes et non-grévistes était réjouissante! Tous les routiers de cette branche se connaissent en effet plus ou moins en se rencontrant dans les dépôts pendant les chargements quotidiens. Et cela a permis l'unité des salariés par delà leur dispersion dans de multiples sociétés. Un autre facteur a précipité l'initiative du gouvernement: le front patronal commençait à se fissurer entre pétroliers et transporteurs, et une société de transport s'était déjà engagée à augmenter le salaire horaire de 1,5 euro.

Une grève partie de la base

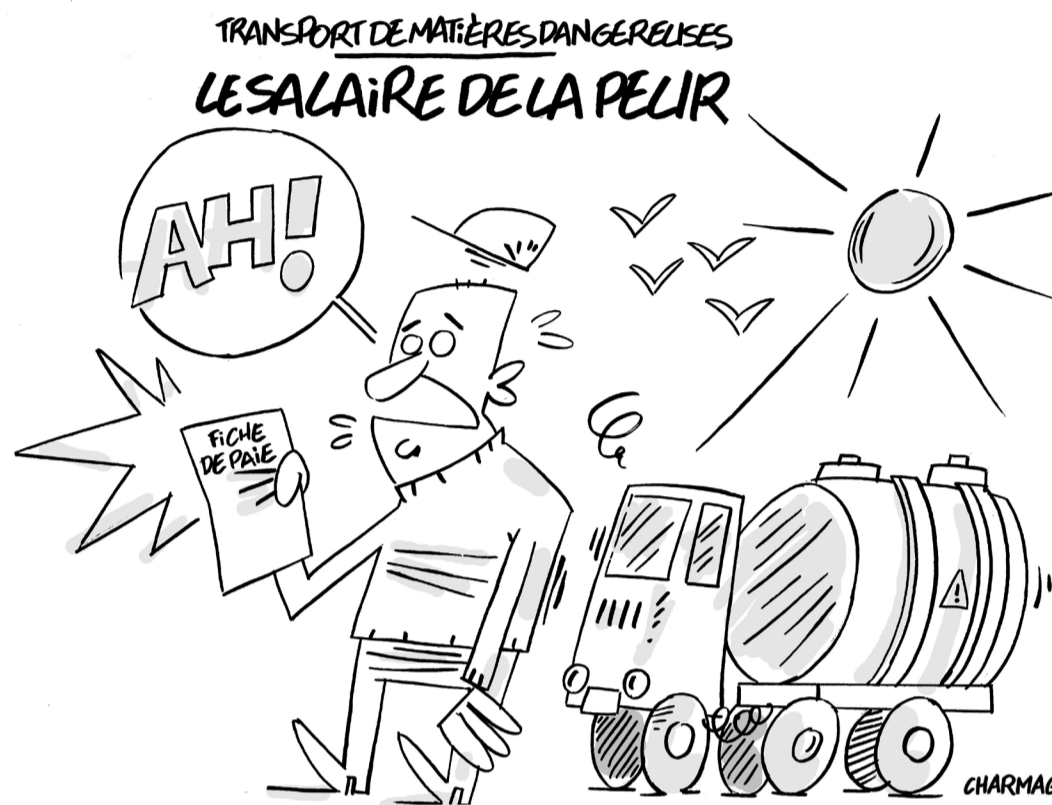
C'était la force des grévistes de la région parisienne, mais c'était aussi leur fragilité pour l'extension du mouvement dans les régions. Seule

la fédération CGT, très faible dans le transport routier, a soutenu le mouvement. Les autres fédérations majoritaires, CFDT, FO et CFTC, se sont opposées à la grève. Elles ne veulent pas voir de nouveaux venus avec la CGT bousculer leur confort de « partenaires sociaux » respectables et respectueux. Les prétextes avancés pour ne pas soutenir la grève étaient ridicules: la revendication d'un accord matières dangereuses morcellerait la convention collective et favoriserait le dumping social à l'encontre des 700 000 salariés des transports routiers... La palme d'or du cynisme bureaucratique est revenue à FO qui se déclarait d'accord avec la revendication... à condition qu'elle s'applique à tous les routiers. Des prétextes bien ridicules: la convention collective contient déjà des accords

TRANSPORT DE MATIÈRES DANGEREUSES

Rien n'est réglé!

Après la réunion au ministère des Transports avec les syndicats mercredi 31 mai au soir – où les représentants patronaux ont refusé de se rendre – la grève des routiers chargeant les carburants dans les dépôts pétroliers a été suspendue (voir l'Anticapitaliste n°386).



propres au transport de voyageurs, aux ambulances ou aux déménageurs, et un accord sur les matières dangereuses existe déjà dans les DOM – ce que les salariés du secteur originaires de ces pays ont largement popularisé... Le dumping social fait effectivement des ravages dans le secteur avec la concurrence sans limite et la sous-traitance en cascade, avec pour résultats des taux horaires voisins du Smic, une sous-évaluation systématique des heures réellement travaillées et la multiplication des maladies professionnelles. Mais c'est bien l'absence de résistance, même au travers de luttes partielles, qui est responsable de cette situation. Une lutte victorieuse dans les matières dangereuses serait bénéfique pour tous les salariés de la branche. Pas besoin d'être un expert fédéral pour le comprendre: nombreux étaient les routiers qui manifestaient en roulant dans le port de Gennevilliers.

Prêts à reprendre la grève!

Pourquoi une reprise avec si peu de résultats concrets alors que la

grève commençait à produire ses effets? L'appel de la fédération CGT à reprendre le travail ne peut suffire à l'expliquer. Dès le départ, les grévistes peu expérimentés et fraîchement syndiqués ou élus n'ont pas misé sur une grève longue au finish.

Fiers d'avoir fait reculer le gouvernement et de s'être fait respecter, ils comptent bien reprendre le mouvement si rien de concret ne sort des discussions. En cas de reprise du conflit, la solidarité interprofessionnelle des militants et des structures syndicales de base devra être au rendez-vous.

D'autant plus que cette lutte n'a rien de corporatiste. Elle remet en question une société qui fait circuler massivement des « bombes roulantes » avec des chauffeurs sous-payés et soumis à des journées épuisantes, au mépris de leur sécurité et de celle de toute la population et de son environnement. Notre revendication d'un monopole de service public de l'énergie doit inclure le transport des carburants et de toutes les matières dangereuses.

Correspondant

PSA Des débrayages contre les surcharges de travail

Les voitures Peugeot et Citroën se vendent bien en ce moment. La production doit s'adapter... avec les mêmes effectifs et toujours autant d'intérimaires. En conséquence, les postes sont surchargés...

Dans l'usine de Sochaux, l'usine « historique » de PSA, les cadences sont augmentées à 60 véhicules à l'heure. Les samedis, dimanches et jours fériés y sont obligatoirement travaillés jusqu'au 9 juillet. Des augmentations de la charge de travail sont mises en place dans l'usine de Borny près de Metz.

Mais cela ne passe pas: des débrayages réussis ont eu lieu dans plusieurs usines du groupe. À Rennes, dans l'usine de La Janais, samedi 13 mai – jour travaillé – une



Travailler plus en étant moins... DR

bonne centaine de salariéEs (dont une vingtaine d'intérimaires) ont débrayé en fin d'équipe à l'appel de la CGT. Les lignes ont tourné un peu

au ralenti mais étaient le plus fréquemment à l'arrêt. À Sochaux, jeudi 1^{er} juin, plus de 200 salariéEs, dans les deux équipes, ont

débrayé, surtout au ferrage et au montage.

Recul et répression

À Borny, les seuls appels à la grève ont fait reculer la direction. Après avoir finalement payé le lundi de Pentecôte en férié et transformé des samedis de juillet en individuels, la direction a annulé le travail du samedi 3 juin... dans un secteur où 80% des salariéEs avaient déclaré qu'ils feraient grève. Dans ce contexte de nouveaux développements de l'action dans tout le groupe PSA, la réaction de la direction est la répression. Ainsi, le secrétaire général du syndicat CGT PSA Poissy est convoqué au tribunal de grande instance de Versailles le 23 juin prochain suite à un coup tordu monté par la direction. On lâche rien!

Correspondant

LOI TRAVAIL

Le gouvernement à l'offensive

Les sondages en vue des élections législatives semblent donner des ailes à Macron et à un gouvernement bien décidé à tenir les engagements pris auprès du patronat non seulement sur le fond, mais aussi en matière de délais...

La fuite (volontaire?) dans la presse du projet d'ordonnances fait figure de dernier test avant officialisation et dernier round de discussions. Les négociations d'entreprise pourraient couvrir le contrat de travail, la durée de travail, la santé et la sécurité, les salaires

et l'emploi, les motifs de licenciement, le recours aux CDD... La « sécurisation juridique des licenciements » pour les patrons serait complétée avec le plafonnement des indemnités prud'homales, la réduction des délais de recours ainsi que la « simplification » des procédures collectives. Les

RAPPORT Les inégalités, sous-produit du système

Les inégalités sont importantes en France: inégalités de revenus, face au travail, à l'école... Et elles tendent souvent à se cumuler. Derrière ces inégalités, il y a des classes sociales et un système économique.

L'Observatoire des inégalités vient de publier un rapport très intéressant sur les inégalités en France. Il explore toutes les dimensions: travail, situation des immigrés et des femmes, santé, logement, revenu, patrimoine... le diagnostic est clair: des inégalités importantes, et qui tendent à s'accroître malgré le système de protection sociale qui joue encore un rôle d'amortisseur. «C'est la crise», disent gouvernement et patrons pour justifier les «réformes», mais au final, la crise frappe essentiellement les milieux populaires: 70% des chômeurs supplémentaires entre 2008 et 2016 sont des employés ou des ouvriers. Parmi ces derniers, les «non-qualifiés» souffrent d'un taux de chômage de 20%, contre 9,4% en 1982. La part des emplois précaires – CDD ou intérim principalement – a continué de progresser pour atteindre 13% en 2015, soit 3,4 millions de personnes. L'augmentation de la précarité a touché les jeunes de tous les niveaux de diplômes, mais elle a explosé pour les non-diplômés du supérieur. Et les inégalités face au diplôme sont liées au milieu social: 52% des enfants de cadres ou d'enseignants obtiennent un bac + 3, contre seulement 8% des enfants d'ouvriers non qualifiés. Les enfants des classes populaires sont à peu près absents des classes préparatoires aux grandes écoles.

La crise frappe ceux d'en bas

Quant aux immigrés et enfants d'immigrés, leur situation résulte à la fois de leur milieu social et de discriminations à l'embauche. La situation des femmes s'est améliorée avec un accès plus grand aux emplois de cadres... Mais les salaires restent inégaux et beaucoup de femmes sont cantonnées dans des postes d'ouvriers et d'employés peu qualifiés. Les pénibilités au travail sont loin de disparaître: travail à la chaîne, substances dangereuses, bruit, absence d'autonomie, dimanche, nuit. La part des salariés qui subissent des contraintes liées au rythme de travail ne diminue pas: 31,6% en 2005, 35,2% en 2013. La part de ceux qui supportent des contraintes physiques a aussi progressé, même si c'est dans une moindre mesure. Cela a des conséquences: l'espérance de vie en bonne santé («sans problèmes sensoriels et physiques») est de 69 ans pour les cadres supérieurs... et de 59 ans pour les ouvriers. Le fossé entre les revenus des plus aisés et ceux des moins favorisés continue de s'agrandir. Ces inégalités de revenus ne s'accroissent plus seulement par le haut: les catégories les plus pauvres de la population ont vu leur niveau de vie diminuer depuis une dizaine d'années, alors que celui des plus riches augmentait. Les écarts entre les carrières salariales deviennent exorbitants. La pauvreté, qui diminuait depuis la fin des années 1970, est repartie à la hausse. Cette pauvreté est largement liée à l'emploi (chômage, précarité, temps partiel subi): les chômeurs et les inactifs représentent 71% des pauvres, et il y a 1,9 million de travailleurs pauvres. C'est en matière de patrimoine que le décalage est le plus impressionnant. En 2015, 10% de la



population détenait 90% du patrimoine, quand les 50% en bas de l'échelle en possèdent 8%. Ce n'est pas seulement une question de montant: le patrimoine des moins riches, quand ils en ont un, est surtout constitué d'un logement et d'un compte d'épargne, alors que celui de la classe supérieure est largement composé de logements mis en location, d'entreprises et

de titres financiers. Plutôt que de patrimoine, il faudrait parler de capital: un capital qui représente non seulement une richesse mais aussi la possibilité de l'accroître, et un pouvoir économique et social. Les inégalités sont donc largement le reflet d'un système basé sur la propriété privée...
Henri Wilno

PARIS 20^e Un foyer de travailleurs immigrés en lutte

Depuis une semaine, les résidents du foyer des Amandiers bloquent le bureau de l'administration pour exiger des négociations sur des revendications qui n'avaient reçu comme seule réponse qu'un méprisant silence.

Depuis plus de 10 ans, l'État mène un programme de rénovation – certes nécessaire – de foyers souvent très dégradés, mais en a profité pour modifier radicalement leur fonctionnement. En particulier, tous les espaces collectifs qui permettaient une autogestion par les résidents de leurs activités ont été réduits en taille, voire éliminés et avec un accès plus contrôlé par l'administration – les salles de réunion, les salles de prière, etc. Les cuisines collectives ont été remplacées par des cuisines gérées par des associations extérieures. Au foyer des Amandiers (géré par l'ADEF), ce qui a mis le feu aux poudres a été

l'introduction d'un nouveau contrat, suite à la rénovation, qui oblige les résidents à payer au prix fort le remplacement de mobilier cassé (souvent de mauvaise qualité) au lieu d'un remplacement gratuit avant et cela malgré un forfait mensuel de 30 euros, payé par chacun et censé couvrir ces frais.

La direction joue le pourrissement

Depuis plus de deux ans, un collectif unitaire «20^e Solidaire avec tout-e-s les migrant-e-s» travaille dans le quartier et a noué des liens militants avec des résidents, notamment lors de manifestations locales, d'un départ collectif à la manifestation du 19 mars et d'un travail de soutien aux

sans-papiers. Et depuis une semaine, nous sommes une dizaine de membres de ce collectif tous les matins à 8 h 30, présents au côté des résidents qui bloquent le bureau. Le directeur général des foyers ADEF s'est déplacé lui-même à peine deux heures après le blocage du premier jour. Surpris de voir les soutiens et obligés (par les résidents) d'accepter notre présence lors du premier entretien, il s'est montré très méprisant et paternaliste vis-à-vis des délégués et depuis laisse pourrir la situation. D'autres actions sont envisagées par des résidents très déterminés à faire monter la pression.
Correspondant

GUADELOUPE

Grève des ouvriers de la banane: les forçats se font entendre

C'est la première fois depuis 30 ans qu'une telle quantité de plantations de banane sont en grève dans l'île, 17 au total, encouragées par la victoire de l'une d'entre elles...

Les ouvriers de la plantation Bois Debut ont en effet réussi à obtenir en justice des rappels de salaire compris entre 10 000 et 20 000 euros par travailleur... et à obliger les patrons à payer! Lorsqu'on lit leurs revendications, on comprend aisément les raisons de la colère: ils demandent la mensualisation de leurs salaires, une obligation légale pourtant depuis 1989, et le rappel de toutes sortes de prélèvement sur salaires indûment retirés. Ils veulent également une amélioration de leurs conditions de travail, qui ressemblent vraiment à du travail forcé: certains ouvriers transportent entre 6 et 7 tonnes de bananes par jour sur leurs épaules, d'autres parcourent 24 km à pied dans une journée, ceux qui découpent les régimes soulèvent l'équivalent de 24 à 28 tonnes quotidiennes. Douleurs, déformations physiques, rhumatismes en résultent. Sans parler de l'exposition aux pesticides entraînant maladies et décès prématurés. Et tout cela pour des salaires variant de 1 000 à 1 100 euros net mensuels. C'est pour cela que les travailleurs demandent une convention collective pour tous. «Les travailleurs de la banane sont traités comme des esclaves, mais ils vont se libérer eux-mêmes», affirment-ils.



Les forçats de la banane. DR

Les békés se croient tout permis...

La grève a démarré le 18 mai, et est devenue illimitée, reconductible chaque jour, avec une proportion de 60% environ de grévistes. Un comité de grève a été élu pour diriger la grève, avec quatre travailleurs par plantation, soutenus par la CGT Guadeloupe. Des contacts sont pris avec leurs camarades de Martinique. Les planteurs, ces riches békés qui se sont enrichis sur l'esclavage, ont largement les moyens de payer ce que demandent les ouvriers, eux qui reçoivent d'énormes subventions de l'Union européenne, et, depuis cette année, des fonds de la Région. Cette année, ils ont ainsi perçu près d'un million d'euros sur nos impôts. Et ils se croient tout permis: le 19 mai, un planteur de sinistre réputation, Tino Dambas, «un patron noir qui sert de marionnette aux gros békés», a dénoncé les ouvriers et a tenté de foncer avec un tracteur sur les grévistes qui s'étaient réunis à un rond-point. Il a été dénoncé par tract sur toute l'île. Les forces de l'ordre ont été envoyées contre les grévistes qui empêchaient les camions conteneurs de passer. Les ouvriers ont l'habitude de conflits longs et durs dans cette île marquée par la domination musclée des békés, héritiers des esclavagistes, et proches des allées du pouvoir en métropole. Mais la détermination des ouvriers n'en est que plus grande!
Régine Vinon

accords d'entreprise auraient la primauté sur les accords de branche. Des branches dont le nombre et les prérogatives seraient réduites. Ce qui reste de «sécurisation» du droit du travail au bénéfice des salariés serait mis en cause par la généralisation des possibilités du recours aux référendums d'entreprise, y compris à l'initiative de l'employeur. La fusion des institutions représentatives du personnel réduirait encore les moyens de défense des salariés, surtout en matière de santé et de sécurité du travail. En contrepartie, des miettes seraient cédées aux syndicats avec une formation des représentants des salariés «renforcée», la mise en place du chèque syndical pour «permettre à chaque salarié d'apporter des ressources financées par l'employeur au syndicat de son choix». Enfin, le gouvernement

s'engage à favoriser l'engagement syndical par sa reconnaissance dans les carrières, la lutte contre la discrimination syndicale et la présence d'«administrateurs salariés». Le tout favorisant le syndicalisme d'accompagnement.

Enfin les modifications de son financement et de sa gestion annoncent un bouleversement du dispositif d'assurance chômage.

Encore dialoguer? Ou combattre?

L'attitude des organisations syndicales ne fait que renforcer cette détermination. Du côté de la CFDT, CFE-CGC, CFTC et UNSA et FO, la plupart des reculs peuvent faire l'objet de discussions sans fin et sans fond. Même sur le plafonnement des indemnités patronales, la CFDT et même FO admettent que «ça dépend du niveau du plafonnement, et il faudrait prévoir une forme de dérogation pour donner au



Et si on recommençait? Mobilisation! PHOTO:ÉRIQUE ROUGE/JMB

juge une possibilité d'appréciation». Et en ce qui concerne la mise en œuvre du compte pénibilité, censée constituer une «ligne rouge» pour la CFDT, Berger feint d'ignorer que son report n'est rien d'autre qu'une mise au rencart définitive.

Pour la CGT, la radicalité du discours de refus des réformes annoncées est rendue bien inconsistante par la modestie des propositions de mobilisations. La dernière réunion de la Commission exécutive confédérale a fait l'objet de discussions affligeantes. D'abord le constat: «Au printemps 2016, de nombreux sondages d'opinion annonçaient que 70% de la population était opposée à la loi El Khomri. Un an plus tard, les trois candidats sortis en tête des élections présidentielles regroupant respectivement 24, 21 et 20% des suffrages exprimés sont issus de formations politiques qui n'ont à aucun moment soutenu le mouvement social, bien au contraire...» Ensuite, la perspective immédiate: «peser sur les élections législatives ou leurs candidats comme on a pu le faire aux présidentielles et cela tout en restant dans nos prérogatives syndicales». Le résultat consiste en de

vagues propositions de mobilisations pour la troisième semaine de juin, sans revendications, sans calendrier, susceptibles de permettre la construction d'une large mobilisation, de fait reportée à septembre... Des rencontres avec Macron et Philippe, les responsables syndicaux ne semblent avoir retenu que le «bon climat», «la franchise des échanges» et la possibilité de gratter une semaine de plus de dialogue social, soit six à huit semaines... en plein été! Le gouvernement s'appuie sur cette bonne volonté pour chercher à éviter que ne se constitue un front sur un sujet rassembleur. Face à cette offensive du gouvernement, il devient de plus en plus urgent de marquer un coup d'arrêt, avant les congés, par une mobilisation unitaire et massive. Le premier pas vers une confrontation incontournable.
Robert Pelletier



Les comités en action!

Agen (47) En réunion avec Philippe Poutou.

Mercredi 31 mai, Philippe était à Agen pour soutenir les candidats du NPA sur la circonscription d'Agen-Nérac. Un peu plus d'une cinquantaine de personnes se sont retrouvées salle Picasso pour entendre Rémi et Lætitia, nos candidats, mais aussi Chantal, de l'hôpital de Fumel, dresser le tableau des conséquences locales de la politique menée partout par le patronat et les gouvernements qui se sont succédé.

L'intervention de Philippe a suscité interventions et questions nourries de la salle, depuis le constat que «les reculs (avaient) commencé dès les années 1980» sous l'ère Mitterrand jusqu'à la dénonciation des brutalités du capitalisme, en passant par la nécessité de continuer à mettre en avant «le combat de classe».

À Agen, comme ailleurs bien sûr, on n'aime pas se quitter trop vite, et toutes celles et ceux qui l'ont pu sont restés pour casser la croûte ensemble et trinquer à un monde meilleur!



DR

Rennes (35) Philippe Poutou fait son marché...

Philippe Poutou était présent ce vendredi 2 juin en Ille-et-Vilaine pour y soutenir nos candidatEs, Sophie Planté et Pierre Chapa. Une journée débutée par une présence sur le marché de Villejean. Centrée sur l'état d'urgence, la répression qui s'abat encore sur des manifestants rennais, le soutien aux luttes des sans-papiers, la défense des services publics, notre intervention a été plutôt réussie... Philippe a fait l'objet d'un grand nombre de marques de sympathie, et des discussions se sont nouées avec les habitantEs du quartier.



DR

Puis, direction le nord de la circonscription pour deux rencontres placées sous le signe des alternatives et de l'écologie. Sur le site de Bel-Air, à Tinténiac, Simon de Génération éoliennes nous a exposé le projet de création d'un parc éolien et les valeurs de son association: pour la réduction de la consommation d'électricité, les énergies renouvelables et la maîtrise locale de la production et de la distribution du courant...

Dernière étape, la boulangerie bio de Tinténiac, pour un échange passionnant avec Karine qui nous a exposé sa conception du travail en équipe, la possibilité de passer en SCOP ou en SAS. Puis elle nous a questionnés sur la conception du NPA sur la petite entreprise. Philippe lui a répondu que nous ne mettons bien sûr pas tous les «patronEs» sur le même plan et qu'il fallait réfléchir à des alliances entre des «patronEs» comme elle et les salariéEs. Une discussion animée... à poursuivre!

Guingamp (22) Le NPA s'implante.

Invité par le comité NPA local vendredi 2 juin au soir, Philippe Poutou a animé une réunion de soutien à nos candidatEs à Grâces sur la circonscription de Guingamp. Une quarantaine de personnes y ont assisté: des sympathisants connus et quelques nouveaux.

Nous appuyant sur ces élections, nous continuons notre travail d'implantation locale. Ce sera en effet la troisième élection à laquelle aura participé le comité NPA en deux ans d'existence. Cela nous a permis aussi de prendre des contacts avec plusieurs associations, ainsi qu'avec Lutte ouvrière.

Après une présentation de notre campagne locale sur la nécessaire riposte à l'offensive du gouvernement Macron, nos candidatEs ont annoncé que le Front social est en cours de constitution sur Guingamp. Nous avons abordé la nécessité de faire converger les luttes actuelles, par exemple la grève des aides-soignantes des services de soins du Centre Bretagne avec la défense du code du travail. Dans son intervention, Philippe a insisté sur le besoin de travailler avec le NPA à la constitution d'un parti des exploités et des opprimés.

À la veille du premier tour des élections législatives, nous publions deux tribunes de courants du NPA suite à leur demande.

Lors de son dernier Conseil politique national, le NPA a décidé majoritairement «de demander une rencontre à LO pour leur proposer une répartition des circonscriptions sur la même association de financement», et que «Dans les circonscriptions où le NPA ne sera pas présent, il appellera à voter Lutte ouvrière».

Ces décisions dessinent un axe d'alliance privilégié avec Lutte ouvrière, et même exclusif puisqu'aucune autre démarche unitaire n'est envisagée nationalement.

Une démarche erronée

Pour nous, le NPA doit chercher à rassembler dans la rue et les mobilisations notre classe, celle des exploités et des opprimés, et au-delà de ces luttes, tracer la voie du rassemblement dans une même force politique autour d'un programme anticapitaliste, de rupture révolutionnaire avec le capitalisme et avec ses institutions, qu'elles soient nationales ou européennes.

Comment penser que ce rassemblement peut et doit avoir comme axe un affichage avec LO? Affichage car il n'y a aucun retour de la part de LO (comme l'a montré une nouvelle fois la réponse négative de LO concernant la proposition de répartition), sauf à considérer que le sempiternel débat à l'occasion de leur fête ait une quelconque signification...

Nos rapports privilégiés avec LO: une inflexion inquiétante



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO

Et la consigne de vote automatique, nationale, sans aucune prise en considération des configurations locales, vise bel et bien à indiquer une proximité exclusive avec LO. En tout temps et en tout lieu, quoi qu'il arrive, quels que soient les candidatEs, notre choix ce serait de toute façon «LO sinon rien»? C'est un problème pour ces législatives, pour notre profil en général,

en particulier dans des situations un peu moins mauvaises, par exemple là où nos camarades du NPA – ou d'autres – ont été capable de prendre des initiatives politiques (comme la candidature Ruffin à Amiens), ou d'autres initiatives dans lesquelles le NPA est engagé, pour des candidatures de résistance unitaires. Des endroits où cette consigne nationale de vote en faveur de LO est simplement inapplicable...

Un axe contre-productif

Mais c'est surtout un problème pour la suite. Nous vivons la fin d'une période, un effondrement du système structurant la vie politique depuis 50 ans, de ses partis-piliers. Bref, un bouleversement total. Il est dans cette situation impossible de penser que tout bouge... mais que la seule chose que nous ayons à faire est de ne surtout pas bouger!

Ce que nous avons devant nous n'est rien moins que de refonder un projet politique, social, idéologique, radicalement alternatif au capitalisme dans toutes ses dimensions ordolibérale, productiviste, sécuritaire, raciste, sexiste... Cette tâche ne peut être

accomplie qu'avec celles et ceux qui sont les animateurEs des mouvements sociaux, qui se battent au jour le jour avec détermination contre l'un de ces aspects néfastes. Cela ne peut être une simple addition, encore moins un rapport de subordination des mouvements sociaux aux organisations politiques, mais la redéfinition commune d'une politique émancipatrice.

C'est avec elles et eux, en nous confrontant, en nous écoutant, en apprenant les unEs des autres, que nous pouvons être utiles. Cela sans renier notre histoire, nos fondamentaux anticapitalistes et internationalistes, mais en les confrontant à la réalité d'aujourd'hui.

Pour faire ce travail difficile, l'affichage d'un axe NPA-LO est contre-productif, non seulement parce que LO est absente de l'essentiel de ces combats, quand elle n'y est pas simplement hostile (ainsi les luttes sur le terrain de l'écologie ou contre l'islamophobie...), mais parce que le message délivré est en dernier lieu celui de «révolutionnaires» hermétiques et autosatisfaits.

L'Équipe d'animation de la PF1

Nous ne sommes pas à égale distance des révolutionnaires et des réformistes

L'écho de la campagne Philippe Poutou autour d'un profil ouvrier, de rupture avec le capitalisme, a montré que nos idées ont une audience dans une frange de la jeunesse et de la classe ouvrière. Le succès de la manifestation du Front social le 8 mai, ainsi que la grève des conducteurs de carburants, montre qu'une partie de notre classe est disponible, cherche les voies pour résister aux attaques ultra violentes du patronat qui a trouvé en Macron un serviteur zélé.

À mille lieues de ces préoccupations, Mélenchon a écrit «économisez-vous des kilomètres de manif en votant France insoumise». Les directions syndicales quant à elles ne proposent rien ou au mieux des intersyndicales. Les législatives doivent nous servir à faire entendre une autre voix, expliquant que le seul moyen de s'opposer à la politique des patrons, c'est la grève et la mobilisation. Nous devons relayer et construire la riposte sociale à commencer par les manifestations organisées par le Front social dans plusieurs villes le 19 juin.

C'est aussi l'occasion de dire que, face au projet ultra libéral de Macron, un autre projet de société basé sur la satisfaction des besoins sociaux, sans exploitation ni oppression, est non seulement indispensable mais possible.

Le Conseil politique national (CPN), réuni après le premier tour de la présidentielle, avait pris la décision à 71% de présenter des candidatures NPA, de proposer à LO et seulement à LO un accord de répartition pour les législatives. La majorité des camarades de la PF1 au CPN étaient contre, attachés qu'ils sont à cette politique qui vise à nous placer à égale distance des révolutionnaires

et des réformistes. Pourtant, 51% du CPN se sont également prononcés pour appeler à voter Lutte ouvrière dans les circonscriptions où nous ne serions pas présents.

Cependant, les camarades minoritaires au dernier CPN ont développé une politique au CE visant à limiter au maximum le nombre de candidatures, parfois sur des régions entières ou en multipliant les obstacles techniques (profession de foi et affiche types arrivées en retard). Cela a été rendu possible avec l'appui d'une partie des camarades de l'ancienne plateforme 2 du congrès. Les camarades du Comité exécutif ont même trouvé le moyen de s'opposer à une candidature dans le 11^e arrondissement de Paris dans un CE. Rappelons qu'il y a 5 ans, le NPA, qui n'était pas dans une meilleure situation financière, avait tout de même pu présenter 366 candidats: dix fois plus qu'aujourd'hui! Derrière les prétextes financiers initiaux, les camarades qui ont décidé de ne pas présenter de candidats mettent en avant des arguments politiques de fond: ne pas participer au morcellement de la gauche, pas d'intérêt politique (alors que l'écho de Philippe est plus important qu'en 2012). Dans certaines circonscriptions, le NPA appelle même explicitement à voter «pour toute formation à la gauche du PS». Dans l'Eure, le NPA est à l'initiative d'une liste «unitaire» avec le PC, Ensemble et FI... en contradiction non seulement avec le vote du CPN, mais également avec la motion majoritaire du dernier congrès.

C'est donc dans ces conditions que des camarades ont dû, sans un réel soutien de l'appareil du parti, se présenter dans 27 circonscriptions aux législatives. Partout ailleurs, nous appellerons à voter pour Lutte

ouvrière. Face à l'offensive que prépare Macron contre le monde du travail et la jeunesse, il est urgent de construire une riposte sociale la plus large possible contre l'application de sa politique, en particulier de casse du code du travail.

Mais nous devons aussi faire apparaître que les révolutionnaires, au-delà de leurs divergences, peuvent faire bloc pour défendre leur camp, y compris en montrant un minimum de solidarité au moment des élections.

Anticapitalisme et révolution

NPA
Soutenez le NPA
et ses candidatures
aux législatives

NOS VIES,
PAS LEURS
PROFITS!

POUR VERSER À LA SOUSCRIPTION
Association de financement « NPA souscription », 2 rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil.
https://souscription.npa2009.org
financement « NPA souscription » sont destinés au NPA (Nouveau parti anticapitaliste).

Essai

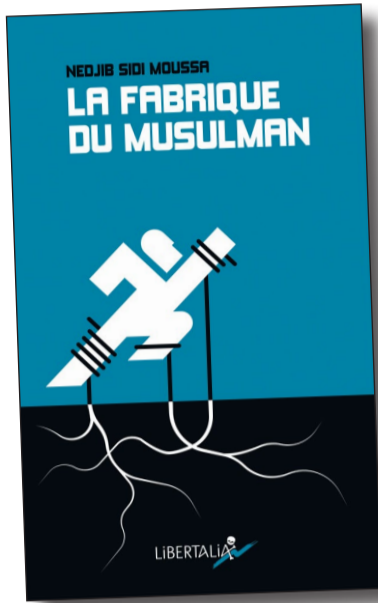
La Fabrique du musulman, Nedjib Sidi Moussa

Libertalia, 2017, 8 euros

Ce petit ouvrage revient sur une des conséquences du recul social et politique de ces vingt dernières années, ce que l'auteur dénomme « la confessionnalisation et la racialisation de la question sociale ».

En effet, écrit l'auteur, on a fabriqué les musulmans, il ne s'agit plus de se battre pour les immigrés et contre le racisme, mais pour les musulmans et contre l'islamophobie. Il y a un faux choix entre « islamogauchisme » ou défense de la République. Le problème est de lutter implacablement contre le racisme, ses causes économiques qui ne divisent pas les opprimés mais les unissent, à l'heure où une « gauche bien spécifique participe avec les institutions étatiques et les entrepreneurs identitaires à la formation d'une communauté musulmane distincte des autres composantes de la société (...). Ce courant consolide les barrières culturelles qui sont autant d'obstacles au grand 'tous ensemble' dans la mesure où elles enferment chacun chez soi. Cette gauche assigne à résidence identitaire les individus qui voudraient s'émanciper de toute appartenance confessionnelle ou raciale, pour vivre libérés des tutelles auxquelles leurs alliés de circonstance échappent de nos jours ».

Les « Arabes » de la Marche des beurs sont devenus les « musulmans » aujourd'hui. De par la propagande démagogique des gouvernements successifs, les dégâts causés par leur



quartiers populaires, rejettent toute idée de lutte de classes ou de lutte féministe universaliste sous prétexte qu'elles seraient « occidentales » ou « blanches ».

Pour une lutte unie et radicale

À l'opposé, et c'est le parti pris de l'auteur, l'émancipation des opprimés ne peut être que l'œuvre de leur lutte unie et radicale contre l'exploitation capitaliste, en toute indépendance des chapelles laïques ou confessionnelles, coloniales ou décoloniales qui ne visent pas à s'en débarrasser mais à mieux la leur faire accepter par le biais de divisions (racisme, antisémitisme...), en les enfermant dans leur communauté, avec le soutien de courants religieux qui s'en prennent aux femmes.

« Il n'y a pas lieu de hiérarchiser la lutte contre les rapports de domination – à condition de ne pas trouver là un prétexte pour évacuer la question de l'exploitation économique. Nous ne pouvons choisir entre les différentes oppressions qui apparaîtraient plus ou moins acceptables selon qu'elles sont véhiculées par l'État ou la société, le centre ou la périphérie, les dominants ou les dominés, les Occidentaux ou les Orientaux, les 'Blanches' ou les

politique sociale, par la progression d'intégristes avides de « pouvoir, de Coran et d'argent », certes. Mais aussi, et c'est ce que pointe l'ouvrage, du fait que la lutte des classes est devenue pour certains à l'extrême gauche, la lutte des races, une lutte contre la laïcité et pour la religion. Des intellectuels issus de l'immigration, comme les porte-parole des Indigènes de la République, se prétendant représentants des

'racisés'. Contre le paternalisme d'une gauche qui se dit 'blanche' et critique chez les réactionnaires chrétiens et juifs ce qu'elle tolère chez leurs homologues musulmans », comme le dit l'auteur, « la théorie révolutionnaire n'est pas à réinventer mais à redécouvrir »...

Mónica Casanova

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi :
12 h – 20 h

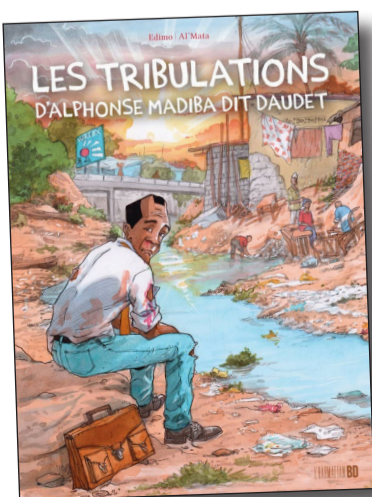
Bande dessinée

Les tribulations d'Alphonse Madiba dit Daudet

Scénario de Christophe Ngalle Edimo et dessin de Al'hata, L'Harmattan BD, 2016, 16,50 euros

Cette BD fait partie de la (déjà) trentaine d'ouvrages d'auteurs africains édités par L'Harmattan BD. Rien que pour cela, dans un art créé par l'école franco-belge, le comics américain et le manga japonais, cela vaut le détour.

Dans cet album qui rassemble deux « aventures » d'Alphonse Madiba, nous faisons la connaissance de ce post-étudiant un peu perdu qui, expulsé de France, est renvoyé dans son pays d'origine, la République de Balaphonie... Dur retour à la réalité de son pays d'origine où, outre la honte d'avoir été renvoyé sans le sou et sans titre universitaire, il faut faire face à sa famille et se débrouiller comme on peut pour (sur)vivre... En attendant le retour tant espéré en France, le pays d'Alphonse Daudet, la référence de notre héros.



Dans un tonalité plutôt légère, avec humour (quelquefois un peu lourd), le récit montre comment ce vrai pied-nickelé de Madiba tente de s'en sortir, de façon pas toujours légale... Au-delà de l'itinéraire de ce « héros », c'est à la fois la mise en scène des aspirations d'une jeune génération africaine qui ne voit d'avenir que hors de son pays d'origine, et le portrait très grinçant (et

pas toujours dénué des clichés que nous connaissons) du difficile quotidien, entre combines et corruption. La polygamie, le scam (arnaque financière sur internet), la recherche incessante des papiers nécessaires pour le retour en France... tout y passe. Regrettons tout de même que le néocolonialisme français n'apparaisse pas aussi clairement qu'il le devrait dans ce tableau,

quand on connaît sa responsabilité dans l'état des lieux de cette Afrique francophone... Digne d'une comédie, le récit est rythmé. Assez soigné, le trait et la mise en couleur sont très plaisants. Le tout est agrémenté d'une préface du célèbre Maître Gims qui rend hommage au dessinateur. Ne pas hésiter à y jeter un œil, voire les deux!

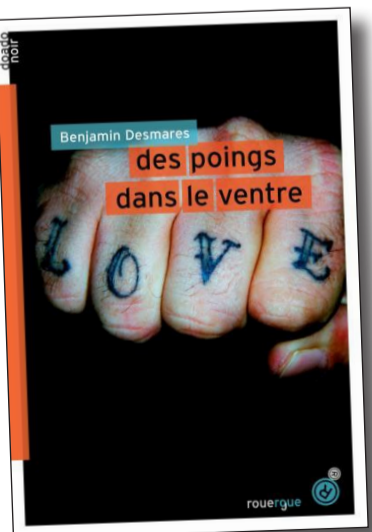
Manu Bichindaritz

Roman jeunesse

Des poings dans le ventre, Benjamin Desmares

Rouergue, collection DoAdo noir, 2017, 8,70 euros

« 'Ba-Ba-Bam'. Trois coups dans le ventre. La signature de Blaise. 'Ba-Ba-Bam'. Pour que se dissipe la rage, pour que s'évapore durant quelques minutes l'angoisse qui étreint et la douleur qui ronge. Une soupape. Une respiration. Illusoire... », c'est ainsi que Benjamin Desmares décrit les émotions qui emportent le héros de son livre. Une cible choisie au hasard dans la cour du collège et trois coups de poing dans le ventre qui envoient sa victime à terre. Quand le collègue ne veut plus de lui, c'est en ville que sa hargne explose. Blaise ne s'exprime que par la violence. Tout le monde le craint, les garçons de son âge comme les adultes. À la maison, sa mère, qui l'élève seule, en bave aussi. Renvoyé une semaine après avoir molesté un camarade, Blaise s'ennuie. Il zone,



va voir des copains plus vieux que lui, boit de la bière et fume des joints. Des cauchemars habitent

ses nuits, derrière le masque de la violence, il cache un mal-être et de profondes fêlures. Sa brutalité traduit une colère sourde et une fragilité à fleur de peau. Son assurance n'est que de façade, une fuite d'un ado sensible et angoissé. Un texte court, tendu, un récit, précis, des mots secs, durs, qui vous obligent à comprendre, à vous mettre dans la peau de Blaise et à partager sa colère, sa révolte, qui n'ont d'autres moyens de s'exprimer que physiques, trouvant des cibles, victimes désignées... Le narrateur parlant de lui à la deuxième personne du singulier, ne le lâche pas, décidé à le suivre jusque dans ses retranchements. Nous partageons sa colère, sa quête de l'apaisement, jusqu'à ce que s'ouvre enfin le chemin de la parole...

Yvan Lemaître

Cinéma

De toutes mes forces de Chad Chenouga

Avec Khaled Alouach, Yolande Moreau et Laurent Xu. Sortie le mercredi 3 mai 2017

Chad Chenouga n'avait plus tourné de long métrage depuis 15 ans, partageant son temps entre la réalisation de courts métrages et son métier d'acteur. Il reprend ici la suite de son histoire, là où il l'avait laissé dans *17, rue Bleue*. Nassim (Khaled Alouach) vit avec sa mère dépressive et toxicomane et fréquente un lycée parisien où il retrouve ses potes et sa copine, d'un milieu social beaucoup plus aisé, qui ne savent rien de sa réalité. Il se retrouve brutalement seul après le suicide de sa mère et va être accueilli dans un foyer de l'ASE, ce qui va tout bousculer et le rappeler à sa condition sociale : le règlement, les éducateurs, la bande et ses lois.

On a du mal à croire au scénario tant la mesquinerie, l'inhumanité et la violence de l'institution sont grandes. L'auteur connaît cet univers pour l'avoir vécu lui-même. Les acteurs sont excellents, en tout premier lieu Khaled Alouach, d'une beauté mutique, qui se heurte aux contraintes, mettant en évidence par ses silences leur caractère absurde, répressif, insupportable. Yolande Moreau est parfaite en responsable du foyer de l'ASE, appliquant les consignes, mais les amortissant par son empathie personnelle. De fait, les acteurs sont à la bonne mesure : pas de pathos, pas de mélo, pas de caricature, juste la réalité brutale d'une institution et de jeunes oubliés qui paient le prix des politiques qui valorisent de façon irresponsable le tout répressif, qui voient dans tout jeune un délinquant potentiel, un danger qu'il faut contenir. Un film à voir, bien au-delà du cercle des travailleurs sociaux.



Jean-Marc Bourquin

Roman

La dent du serpent, Craig Johnson

Éditions Gallmeister, 2017, 22,80 euros

L'éditeur spécialiste de la littérature des États-Unis, policière ou nature, publie ce nouvel ouvrage de Craig Johnson qui combine les deux. Rien des thrillers sanglants qui se vendent dans les supermarchés, ici c'est un vrai polar avec détective récurrent, Walt Longmire, ancien du Vietnam, une histoire qui n'a pas peur d'utiliser les armes, une secte, des méchants de la CIA, le désert, quelques chevaux et un peu d'histoire d'amour. Et beaucoup d'humour ! Le tout se passe non à Los Angeles mais au bout du monde... dans le Wyoming. L'affaire se noue autour d'un adolescent, un « garçon perdu », expulsé de sa communauté mormone où les plus anciens préfèrent garder toutes les femmes pour eux, comme chez les animaux... C'est très américain, avec toutes les « valeurs » de l'Amérique, surtout celles de l'argent, du pétrole et des armes... Mais on passe vraiment un bon moment !

Catherine Segala



PHILIPPINES

C'est la guerre à Marawi

Entretien. Les médias français sont restés bien silencieux sur l'ampleur des affrontements dans le sud philippin entre armée gouvernementale et groupes se réclamant de l'État islamique. Nous avons interrogé à ce sujet **Reymund de Amore**, membre de la direction du Parti révolutionnaire des Travailleurs - Mindanao (RPM-M), une section de la IV^e Internationale.

Comment les combats ont-ils commencé ?

Le 23 mai dernier, une opération conjointe armée-police a été menée dans la ville de Marawi pour capturer Isnilon Hapilon, considéré comme l'agent de l'État islamique à Mindanao (les États-Unis ont mis sa tête à prix). La riposte du groupe Maute a été très forte, imprévue. Le gouvernement a dû envoyer des renforts en urgence. Depuis, les combats n'ont pas cessé...

Peux-tu faire le point sur la situation ?

Nous sommes bien implantés dans la province de Lanao del Sur où se trouve la ville de Marawi. Il est pourtant très difficile de faire un point précis de la situation. La violence du conflit a provoqué des déplacements massifs de population.

La ville de Marawi compte plus de 200 000 habitantEs, musulmans à environ 94 % et chrétiens à environ 6 %. Selon un organisme des Nations unies, OCHA, au 1^{er} juin, il y avait plus de 100 000 « personnes déplacées », 14 % d'entre elles se trouvant dans 24 centres d'évacuation et 86 % en dehors ou chez des proches.

Se déplacer est compliqué avec l'imposition de couvre-feux et la multiplication des points de contrôle militaires constitués par des chicanes placées en travers des routes. Enfin, nous sommes sous loi martiale, l'armée bloque l'accès de nombreuses zones pour éviter que des journalistes ou observateurs indépendants enquêtent.

Nous pouvons cependant dire que le tableau présenté par le gouvernement est très éloigné de la réalité. La presse a repris en boucle des chiffres officiels (près de cent combattants Maute tués, ainsi que 30 soldats des forces gouvernementales et 19 civils). La présidence a rapidement annoncé la reconquête de 90 % de Marawi. Or plusieurs jours après cette déclaration, nous avons vu de puissants renforts continuer à entrer dans la ville, dont 21 tanks, ce qui signifie qu'en fait, les combats s'intensifiaient. Il y avait des unités de Marines, de l'armée de terre, de mer et de l'air, et la police nationale (PNP). C'est la guerre.

Les victimes civiles sont certainement nombreuses. D'une part, le groupe Maute a commis des massacres. Nous avons recueilli le témoignage de soldats qui ont vu nombre de cadavres décapités dans les rues de Marawi (surtout des chrétiens). D'autre part, l'armée recourt massivement à des bombardements aériens ou à l'artillerie. Il n'y a aucune « précision chirurgicale ». L'état-major a même dû reconnaître une bavure de taille : une de leurs unités a été bombardée par erreur, faisant plus de dix morts dans leurs rangs ! La ville est largement détruite. Les Maute ont incendié la prison et des bâtiments liés à l'Église, dont la cathédrale catholique Sainte-Marie et le collège Dansalan géré par les protestants.



À Marawi, on fuit la guerre... DR

D'où vient le groupe Maute ?

Maute est le nom d'une famille originaire de la ville de Butig, influente dans divers municipalités de la province de Lanao del Sur. Les frères Maute ont suivi des études islamiques au Moyen-Orient et ont voulu diffuser une version chiite de l'islam, alors que les musulmans philippins (les Moros) sont surtout sunnites : c'est notamment le cas du Front de libération islamique moro (MILF).

Le MILF avait établi dans cette région certains de ses principaux camps. Il a fermé celui de Butig à cause notamment de l'hostilité exprimée par Maute en rapport avec leurs traditions religieuses différentes.

La famille Maute contrôle la vie politique locale. Elle possède en effet des armes de gros calibre et mène un racket de protection. Ce groupe est apparu sur la scène politique quand Isnilon Hapilon s'est rendu sur place pour lui proposer de s'identifier à l'État islamique. Étant activement recherché, nous pensons qu'il cherchait des alliés en vue de déstabiliser Duterte sous couvert de radicalisme religieux. D'où leur occupation de Marawi et les massacres de chrétiens. Nous pensons aussi que la CIA intervient en sous-main pour exacerber ces tensions religieuses, car Washington souhaite aussi déstabiliser Duterte qui se rapproche trop de Moscou et Pékin.

Maute a recruté des jeunes, formés à sa version de l'islam. Il représente un pôle attractif, car il possède un armement important, affiche son radicalisme et offre une alternative alors que les négociations de paix avec le Front de libération national moro (MNLF) et le Front islamique (MILF) n'ont toujours pas permis de résoudre la question du droit d'autodétermination des Moros sur leur territoire (Bangsamoro). Le MNLF et le MILF ont tous deux offert leur aide au gouvernement dans le conflit de Marawi. Le Front islamique est particulièrement inquiet des conséquences du conflit sur le processus de paix dans lequel il est engagé. Il n'a cependant pas de bons rapports avec la population locale. Il y a aussi dans ses rangs beaucoup de proches de Maute et d'Abu Sayyaf,

un groupe allié connu pour ses kidnappings. Or, dans la culture moro, les liens familiaux, claniques, les liens du sang, sont plus épais que l'idéologie ou l'option religieuse. Il faut tenir compte de ce facteur et ne pas tout interpréter en termes politico-religieux...

La situation humanitaire est grave...

Maute et les groupes qui lui sont alliés étendent leur champ d'action et sèment la terreur autour d'eux. Ils adoptent une politique « à l'État islamique ». L'imposition de la loi martiale par Duterte aggrave la situation en créant un état d'arbitraire généralisé, du moins dans la conception que le président en a. La Constitution philippine encadre étroitement le régime de loi martiale, car elle a été écrite en 1987 après le renversement de la dictature Marcos. [Ainsi l'état d'urgence français est plus arbitraire que la loi martiale philippine]. Duterte balaie d'un revers de main ces contraintes constitutionnelles, couvrant d'avance des violations

des droits humains et assure – sous la forme d'une « plaisanterie » – aux soldats qu'ils peuvent violer impunément jusqu'à trois femmes, mais pas plus...

Comment la solidarité est-elle organisée ?

Il y a beaucoup de manifestations spontanées de solidarité, par exemple de la part de migrantEs qui envoient de l'argent à leurs proches. Diverses organisations humanitaires aident à gérer les centres d'évacuation. Il nous paraît important que les mouvements associatifs et sociaux coordonnent leurs propres efforts, donnant une dimension collective et populaire à cette solidarité, permettant aux populations sinistrées de défendre elles-mêmes leurs droits.

C'est en particulier ce que fait Mihands, une coalition d'une cinquantaine d'organisations à Mindanao qui coordonnent leur action quand se créent des situations de crise humanitaire, quelle qu'en soit l'origine. Elle a acquis une expérience précieuse en ce domaine. Elle doit cependant intervenir aujourd'hui dans des conditions dangereuses. Elle active son réseau militant jusque dans les zones de conflit, mais il lui faut en permanence évaluer ce qui est possible ou pas.

Aux Philippines, Mihands collecte des dons en nature ainsi que financiers. Sur le plan international, il s'agit évidemment d'un soutien financier. Il faut faire connaître aussi largement que possible la situation à Mindanao afin de mieux répondre à leur appel à la solidarité.

Propos recueillis par Pierre Rousset

Voir l'appel de Mihands à la solidarité sur ESSF : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article41159>

L'image de la semaine



Vu ailleurs



MANGER OU SE SOIGNER ?

Des étudiants

contraints de sauter des repas, des jeunes en zone rurale qui annulent des entretiens d'embauche faute de transport et d'autres qui renoncent aux soins faute d'argent... Le « Pacte santé 2017 » de la Croix-Rouge, publié mercredi, pointe une paupérisation accrue des jeunes adultes français, qui prend différentes formes selon qu'ils résident en ville ou à la campagne.

Pire, dans l'ordre de leurs priorités, les soins sont souvent les premiers à passer à la trappe. Pour le président de la Croix-Rouge, Jean-Jacques Eledjam, faire une croix sur ces dépenses relève d'une « priorisation malheureuse » de la part de personnes « paupérisées », qui doivent arbitrer entre se nourrir ou se soigner.

Les chiffres compilés par la Croix-Rouge dans ce rapport parlent d'eux-mêmes : en France, un jeune sur cinq est dans une situation d'intégration sociale précaire et, à Paris, 13 000 étudiants se privent de quatre à six repas par semaine, 55 % des jeunes ont renoncé aux soins dont 48 % pour des raisons financières. Dans ses 700 épiceries solidaires, où les produits s'achètent à tarif réduit, la Croix-Rouge constate également que la part des moins de 25 ans est passée de 11,9 % en 2015 à plus de 13 % en 2016. Pour son président, ce 1 % d'augmentation est un signal d'alarme, qui doit interpellier la nouvelle ministre des Solidarités et de la Santé, Agnès Buzyn, « sur la nécessité d'augmenter les financements pour la promotion de la santé ». [...]

Pointant une augmentation du taux de chômage chez les moins de 25 ans, qui selon l'Observatoire des inégalités est passé de 20 % à 23,9 %, la Croix-Rouge alerte la ministre sur le « décrochage » des jeunes actifs, notamment les plus vulnérables pour lesquels le dispositif de « Garantie jeune » n'est pas suffisant, car son montant ne couvre pas l'ensemble des frais d'une personne seule. D'où sa demande d'élargir les minima sociaux à partir de 16 ans.

Enfin, elle prône la mise en place de « sanctions effectives » pour les médecins qui refusent de prodiguer des soins aux jeunes en situation de vulnérabilité.

« Manger ou se soigner, le choix des jeunes », Rozenn Morgat, Libération, 31 mai 2017

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 28 € <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 20 € <input type="checkbox"/> 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 22 € <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 38 € <input type="checkbox"/> 76 €
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert <input type="checkbox"/> 3 mois
<input type="checkbox"/> 50 € <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ54755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org